

LES RELATIONS RUSSO-JAPONAISES DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE : L'AMORCE D'UN PARTENARIAT MALGRE LE LITIGE DES KOURILES

Mémoire de géopolitique
du Commandant Howard Minners
dans le cadre du séminaire “La Russie et l’environnement proche”

Directeur : Mlle Isabelle Facon

Avril 2002

LES RELATIONS RUSSO-JAPONAISES DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE
FROIDE : AMORCE D'UN PARTENARIAT MALGRE LE LITIGE DES KOURILES

SOMMAIRE

Partie 1

Les Obstacles du rapprochement entre la Russie et le Japon

Le litige des Kouriles

Situation géographique

Histoire du litige

Enjeux pour la Russie

Enjeux pour le Japon

Une résolution difficile

Partie 2

Volonté croissante et mutuel de rapprochement

Débuts d'une politique russe de rapprochement

La Russie tend la main

Rapprochements malgré les forces nationalistes

Prospectives de rapprochement

Partie 3

Le Japon et la nouvelle politique extérieure Russe

Intérêt pour la coopération économique

Les relations économiques avec le Japon

Potentiel inexploité considérable

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
1. Les obstacles au rapprochement entre la Russie et le Japon	3
1.1. Les Kouriles	3
1.1.1. Situation Géographique	3
1.1.2. Histoire du litige	4
1.1.2.1. Jusqu'au 19 ^e siècle	4
1.1.2.2. Début du 20 ^e siècle : Traité de Portsmouth	5
1.1.2.3. Hégémonie soviétique à la fin de la 2e guerre mondiale	6
1.1.2.4. La guerre froide prévient une solution	7
1.1.2.5. Efforts pour normaliser les relations diplomatique	7
1.1.3. Enjeux pour la Russie	9
1.1.3.1. Enjeux militaires et stratégiques	9
1.1.3.2. Enjeux économiques	11
1.1.4. Enjeux pour le Japon	13
1.1.4.1. Enjeux politiques	13
1.1.4.2. Enjeux culturels	15
1.1.4.3. Enjeux économiques	16
1.1.5. Une résolution difficile	17
2. Volonté croissante et mutuelle de rapprochement	19
2.1. Débuts d'une politique russe de rapprochement	19
2.2. La Russie tends la main	20
2.3. Rapprochements malgré les forces nationalistes	21
2.3.1. Rapprochements culturels d'intérêt mutuel	22
2.3.2. Echanges commerciaux: fondations d'un compromis diplomatique ?	24

2.3.3. Rapprochements stratégiques et coopération militaire	25
2.4. Perspectives de rapprochement	27
3. Le Japon et la nouvelle politique extérieure russe	28
3.1. Intérêt pour la coopération économique	29
3.1. 1. Intérêt japonais	29
3.1.2. Intérêt pour la Russie	31
3.2. Les relations économiques avec le Japon	31
3.2.1. Efforts par les dirigeants : la Russie demande, le Japon donne	32
3.3. Potentiel inexploité considérable	34
CONCLUSION	35

INTRODUCTION

Actuellement la Russie fait face à de nouvelles réalités dans sa position dans la scène politique internationale. Depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, la Russie, ayant perdu les états Baltiques, Belarus et Ukraine, s'est tournée vers l'est. C'est une raison, parmi d'autres, pour laquelle sa place dans la scène politique en Asie Pacifique et ses relations avec les pays de la région sont devenus encore plus importants qu'elles étaient sous l'URSS. La fin de l'Union Soviétique, l'apparition d'une Russie beaucoup plus faible et l'émergence de la Chine comme nouvelle puissance régionale sont les principaux changements en Asie Pacifique depuis la fin de la Guerre Froide. Après la confrontation avec l'Ouest de la Guerre Froide, la Russie peut en générale se sentir plus sûr. Mais en même temps, un sentiment d'insécurité a pu s'accroître dans certains régions. L'extrême orient russe en est une. Il y a deux raisons principales pour cela : 1) une perception de la Chine comme menace potentielle qui est ressentie par bien différents secteurs de la société et des forces politiques, du président libéral aux nationalistes du DUMA et 2) l'instabilité économique et politique dans l'extrême orient russe. Pour le moment, celle-ci reste une des régions les moins développées économiquement. De plus, elle subit des pertes de population, qui est une affaire particulièrement sensible vu les chiffres comparables dans les pays voisins.

Le développement économique de l'extrême orient russe est un des éléments clés dans l'amélioration de la qualité de l'engagement de Moscou dans les affaires du Pacifique. Cette région vaste subit un processus d'adaptation aux nouvelles réalités politiques et économiques avec un nouveau système de motivations et de facteurs décourageants pour le développement économique. Au long terme, cette adaptation fournira des occasions pour l'amélioration significative à l'économie : une réduction de la composante militaire de la production industrielle, une réimplantation des forces productives selon les considérations de coût et d'économies, et un engagement plus important et synergiste avec les économies des pays avoisinants. Au moyen terme, le défi pour la Russie est d'augmenter son niveau d'engagement économique dans la région. La montée de l'économie dans l'extrême orient russe portera nettement de poids à la voix du pays dans la région. D'un sens plus large, la Russie a aussi besoin d'équilibrer ses liens économiques et politiques avec l'Europe et les Etats Unis en s'appuyant sur les relations avec les pays de l'Asie Pacifique.

Les relations entre Moscou et Tokyo ont toujours été difficiles. Les raisons tournaient inévitablement autour des contentieux historiques et de la guerre froide. Déjà au XIXe siècle, Moscou n'avait cessé de faire pression sur le Japon pour qu'il renonce à toute colonisation

vers le nord, tant vers les Kouriles que vers Sakhaline. De son côté, Tokyo avait toujours considéré que les Kouriles était une région qui lui revenait tout « naturellement »¹. En 1875, il avait obtenu la totalité des Kouriles et, en 1905, à la suite de la guerre russo-japonaise, la moitié sud de Sakhaline. Cette période de lutte d'influence entre deux empires a laissé dans les deux nations d'amers souvenirs qui demeurent aujourd'hui encore. Pendant la guerre froide, l'URSS ne pouvait évidemment pas s'entendre avec un Japon devenu une base avancée des Etats-Unis en Extrême-orient. La division entre Est et Ouest opposait inévitablement l'URSS au Japon, empêchant tout effort pour régler les contentieux territoriaux. Le litige russo-japonais relatif aux Kouriles du sud et cette politique américaine expliquent qu'aucun traité n'a été signé entre l'URSS et le Japon depuis 1945.

Le développement de liens compréhensifs et une meilleure entente avec le Japon sont des éléments essentiels pour aider la Russie économiquement et politiquement, et pour équilibrer les relations de la Russie avec la Chine. C'est pour cette raison qu'il est extrêmement important pour la Russie de développer ses relations avec le Japon. Il est envisageable que les relations économiques avec le Japon pourraient atteindre un niveau encore plus important que celles avec la Chine. Le Japon constitue les 70 pourcentages de l'économie de l'Asie de l'est, et malgré des difficultés économiques en ce moment, il possède une capacité beaucoup plus importante pour investir dans l'économie russe que quelconque autre pays dans la région. Bien qu'il soit important pour la Russie de maintenir des relations de bon voisin avec la Chine, il est encore plus important d'atteindre un niveau beaucoup plus important dans ces relations avec le Japon.

Récemment, la Russie et le Japon semblent s'être déplacés vers un règlement négocié sur la base des intérêts mutuels géopolitiques. Depuis 1991, la guerre froide n'est plus à l'ordre du jour, mais l'hostilité séculaire entre les deux peuples n'a pas complètement disparu. Les deux pays sont parvenus à faire d'énormes avancées dans les domaines politique, économique et même militaire, sans toutefois avoir trouvé de résolution au litige des Kouriles. Pour certains experts, les relations entre Moscou et Tokyo demeurent mauvaises. En revanche, d'autres n'hésitent pas à voir dans les relations russo-japonaises, l'amorce d'un partenariat. En effet, un partenariat plus étroit avec le Japon est essentiel pour garantir à Moscou une place intégrale en Asie.

C'est dans ce contexte de mutation des données stratégiques qu'il convient aujourd'hui d'analyser la question des relations russo-japonaises : plus d'une décennie d'efforts pour établir un partenariat, entravée par le contentieux insulaire majeur des îles Kouriles.

¹ Voir annexe 2.

1. Les obstacles au rapprochement entre la Russie et le Japon

1.1. Les Kouriles

Les îles Kouriles² font l'objet d'un contentieux majeur en Extrême-Orient entre la Russie et le Japon aujourd'hui. Formant un archipel au nord du Japon et à l'est de la Russie, et marquant la limite orientale de la mer d'Okhotsk, ces îles volcaniques ont fait l'objet d'une lutte séculaire entre ces deux pays depuis leur exploration vers la fin du XVI^{ème} siècle. L'histoire du litige est intimement liée avec celle de l'île tout proche de Sakhaline, qui ne pourtant fait pas partie du litige actuel. Tour à tour japonaises, russes ou soviétiques, ces îles ont été échangées entre Moscou et Tokyo, séparées ou réunies au grès de la volonté d'autorités lointaines dont les préoccupations étaient surtout géopolitiques et stratégiques. Plusieurs accords ont été conclus, au cours des deux derniers siècles, soit à l'issue de conflits, soit à l'issue de négociations diplomatiques. A l'issue de la deuxième guerre mondiale, le Japon a perdu toutes les îles qu'il avait conquises dans la région. La coalition américano-soviétique, voulait ainsi éviter dans l'avenir la résurgence d'une volonté impériale japonaise. L'URSS, mettant en avant les accords secrets de Yalta, s'en est emparée de force à partir du 18 août 1945. Depuis, les deux pays n'ont pas réussi à résoudre le litige, malgré de nombreux efforts. Le blocage sur les Kouriles fait obstacle important contre le développement des relations politiques, économiques, et de sécurité entre la Russie et le Japon.

1.1.1. Situation Géographique

L'archipel des Kouriles s'étend sur 1200 kilomètres du nord au sud entre la pointe du Kamchatka et Hokkaido. Il comprend une vingtaine d'îles principales et une cinquantaine de petites îles ou îlots. Cet archipel est d'origine volcanique, une quarantaine de volcans étant toujours en activité. Il se situe dans une zone de forte activité sismique, les tremblements de terre y sont fréquents et ils peuvent atteindre une forte amplitude sur l'échelle de Richter. C'est dans cette région que le plus grand tsunami de l'histoire s'est produit au XVIII^{ème} siècle (il y a eu une vague de 30 mètres). Sa position à l'extrême est du continent eurasiatique, dans le nord du Pacifique, détermine ses caractéristiques climatiques, géologiques et démographiques : région hostile où les conditions de vie sont difficiles, la mer gelée en hiver (d'octobre à avril dans la partie nord) et un ravitaillement rare et aléatoire. Son éloignement de la capitale russe et dans une moindre mesure japonaise, explique en partie son apparition assez récente dans l'histoire des deux grandes puissances qui se le disputent. Mais

le fait d'être placé aux limites de deux empires qui ont cherché à s'étendre tout au long de leur histoire, explique une histoire mouvementée, de nombreux changements de souveraineté et enfin le différend majeur actuel entre le Japon et la Russie.

La proximité de ces territoires de Hokkaido explique l'insistance des Japonais à s'assurer de leur possession. Ils considèrent même les quatre îles les plus au sud comme partie intégrante de l'île d'Hokkaido : Etorofu (3139 km²), Kunashiri (1500 km²), Shikotan (255 km²) et un groupe d'îlots, les Habomai (102km²). Ils les appellent « territoires du nord », pour bien marquer leur souveraineté et il est important de remarquer qu'elles n'ont jamais, avant 1945, été occupé par les Russes. Les deux plus grandes, Etorofu et Kunashiri, font partie de l'archipel des Kouriles. En revanche, Shikotan et les Habomai ne se situent pas dans cet alignement. Elles prolongent le cap Nosappu, situé à l'est d'Hokkaido. L'îlot de Suisho, qui fait partie des Habomai, se trouve seulement à 3 700 mètres des côtes japonaises. Son occupation par une puissance hostile après la fin de la deuxième guerre mondiale, et pendant toute la période de la guerre froide, a représenté une menace sérieuse pour le Japon.

1.1.2. Histoire du litige³

1.1.2.1. Jusqu'au 19^e siècle

Pour comprendre l'enjeu, fondamental dans les relations russo-japonaises, que représente l'archipel des Kouriles aujourd'hui il est important de connaître l'histoire de cet archipel depuis le début de son exploration, à la fin du XVI^{ème} siècle. Peuplé depuis la nuit des temps par les Aïnou⁴, l'espace compris entre l'est du continent eurasiatique et les principales îles japonaises n'a fait l'objet de l'attention des Russes et des Japonais qu'au début du XVII^{ème}. En 1590, le Shogun Foy Otomi Hideyoshi attribua à la famille japonaise Matsue un fief composé d'Ezo (l'ancien nom d'Hokkaido), Chishima (les îles Kouriles) et Karafuto (Sakhaline). Ce don marquait le début de la colonisation japonaise du Nord, c'est-à-dire Hokkaido, les Kouriles et Sakhaline. Le clan Matsue a accordé aux marchands japonais l'autorisation de commercer avec les populations Aïnou qui peuplaient cette région⁵. Un siècle plus tard, au début du XVIII^e, les Russes ont commencé à leur tour à explorer les îles Kouriles, contraignant ainsi le Japon à considérer la défense de ses "territoires du nord". En

² Le nom « Kouriles » viendrait du mot Aïnou « kur » signifiant « homme » ou « les hommes ».

³ voir annexe 3.

⁴ Les Aïnou sont de type caucasien. A partir de l'ère préhistorique, ils occupent l'île de Sakhaline, les Kouriles et une partie du Japon. Ils sont des chasseurs pêcheurs, organisés en clan d'une dizaine de feux. Ils disparaîtront progressivement, décimés par les maladies et victimes de répression de la part des Japonais. Peu à peu, ils verront leur territoire de chasse et de culture disparaître.

⁵ NAKAGAWA Toru, "Japan's Northern Territories in International Politics", Japan Review of International

1785-1786, le Shogun a envoyé une expédition à Kunashiri, Etorofu, et jusqu'à Urup. Les Russes, quant à eux, se sont arrêtés à Urup. Enfin en 1800, les Japonais implantaient une garnison sur l'île d'Etorofu, marquant ainsi les limites de l'Empire. Après plusieurs incidents qui ont mis en cause les navigateurs ou les pêcheurs, les Russes ont proposé en 1813 un accord frontalier entre les deux pays qui est resté sans réponse de la part des japonais. Néanmoins, au début du XIXe siècle, Japonais et Russes reconnaissaient de fait que leur frontière commune passait entre Urup et Etorofu. En 1853, le Tsar Nicolas Ier a engagé des négociations pour fixer la frontière russo-japonaise. En février 1855, le premier traité de commerce, de navigation et de délimitation de frontière était signé à Shimoda. Il faisait passer la frontière entre Urup et Etorofu, respectant ainsi les zones d'influence. Les îles au sud de cette ligne (territoires du nord pour les Japonais), appartenaient au Japon, les quatorze autres îles des Kouriles revenaient à la Russie. Enfin, Sakhaline restait propriété conjointe de la Russie et du Japon. En 1875, par le traité de Saint Petersburg, le Japon cède ses droits sur Sakhaline en échange de l'ensemble de l'archipel des Kouriles. La frontière entre les deux empires est alors fixée entre le cap de Lopatka de la péninsule du Kamtchatka et l'île de Shimushu, la plus au nord des Kouriles. Aucune définition précise de cet archipel n'est alors fixée. Les îlots des Habomai et l'île de Shikotan ne sont pas expressément cités et certains spécialistes, historiens ou géographes, considèrent qu'ils ne font pas partie de l'archipel. Ce sera la cause essentielle des difficultés d'aujourd'hui, les deux pays ne se basant pas sur la même définition géographique de l'archipel des Kouriles pour étayer leurs revendications sur ces territoires.

1.1.2.2. Début du 20^e siècle : Traité de Portsmouth

La guerre russo-japonaise de 1904-1905 va faire resurgir le problème de la définition des frontières entre les deux puissances. Le 8 février 1904, les Japonais entrent en guerre contre la Russie en attaquant la flotte russe à Port Arthur⁶. Celle-ci subit des revers importants, ce qui l'emmène à signer le traité de Portsmouth. Elle reconnaît la souveraineté du Japon sur le sud de l'île de Sakhaline et sur la totalité des îles formant l'archipel des Kouriles. Le 20 janvier 1925⁷, en signant la convention de Pékin, l'URSS établit des relations diplomatiques avec le Japon et reconnaît la validité du traité de Portsmouth. Donc, à cette

Affairs, printemps-été 1988, pp. 3-23.

⁶ <http://www.griec.qc.ca/bips/lenord/1904/int4.htm>

⁷ Le gouvernement japonais reconnaît l'URSS en 1923 et retire ses troupes du nord de Sakhaline, pour respecter ses engagements du traité de Portsmouth.

époque les deux pays ont fixé leur frontière par des textes ayant une valeur juridique internationale reconnue.

1.1.2.3. Hégémonie soviétique à la fin de la deuxième guerre mondiale

En 1941, pendant la seconde guerre mondiale, les Soviétiques et Japonais ont signé un pacte de non-agression de cinq ans, prorogeable automatiquement. L'URSS le respectera jusqu'en 1945. Lorsque, Roosevelt, Churchill et Staline se sont réunis à Yalta, le chef du Kremlin et le président américain se sont entretenus séparément de la guerre contre le Japon. Le 8 février, par un accord secret, Joseph Staline acceptait l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon, mais exigeait en contrepartie les territoires perdus (la partie sud de Sakhaline et les Kouriles), mais aussi les "Kouriles du sud" et les intérêts japonais en Mandchourie. Au mois d'avril 1945, l'URSS dénonçait le pacte de non-agression nippo-soviétique, et le 8 août, déclarait la guerre au Japon. Le 15 août, le Japon vaincu accepte les termes de la déclaration de Postdam qui limite le territoire japonais « à ses quatre îles principales (Honshu, Hokkaido, Kyushu et Shikoku) et aux autres îles mineures que nous déterminerons ». Du 18 au 27 août, l'Armée Rouge envahit les Kouriles jusqu'à l'île d'Uruppu. Après avoir marqué un arrêt, les soldats soviétiques progressent d'île en île, sur ordre de Staline, qui cherche ainsi le plus grand avantage territorial possible. Cette conquête se fait sans rencontrer d'opposition sérieuse, permettant aux troupes soviétiques d'atteindre rapidement les côtes d'Hokkaido. Staline aurait bien voulu aller plus loin, mais les Américains lui font savoir qu'ils n'admettront pas la présence de l'Armée Rouge sur l'île d'Hokkaido, comme il l'a demandé dans un message adressé au président Truman le 16 août⁸. Le 21 septembre, Staline proclamait l'annexion des "Kouriles du sud". Depuis cette date, Sakhaline et l'ensemble de l'archipel des Kouriles font partie intégrante du territoire soviétique. Les 16 505 habitants qui vivaient sur les quatre îles annexées ont tous été expulsés en 1947 et 1948 et remplacés par des Russes venant de tout l'Empire⁹. Les Japonais n'étaient alors pas en mesure de protester.

⁸ FRESNEL Nicolas, « la Russie et la question des Kouriles », ARESn 3, 1996.

⁹ COUTEAU-BEGARIE, « un contentieux insulaire majeur en Extrême-Orient - Les Kouriles », *Géostratégie du Pacifique*, IFRI-Economica, 1987, page 2. Selon le département des statistiques de Sakhaline, les 4 îles compteraient aujourd'hui environ 20.000 russes. Entre 1979 et 1988, la population s'était accrue de 15 000 personnes. Cette augmentation spectaculaire de la population des îles revendiquées par le Japon était le résultat en très grande partie d'une politique de migration menée par les autorités soviétiques, à mettre en parallèle avec le renforcement du dispositif militaire soviétique en Extrême-Orient à partir des années 1978-1979

1.1.2.4. La guerre froide prévient une solution

Du 4 au 7 septembre 1951, se tient la conférence de San Francisco. Elle doit régler les problèmes issus de la guerre du Pacifique. Le contexte international dans lequel elle se déroule n'est plus celui de 1945. La guerre froide entre l'URSS et les Etats-Unis a débuté, rendant difficile les discussions et laissant apparaître de nombreux différends entre les intérêts américains (containment) et la volonté d'expansion de Staline, dont ont déjà été victimes la Roumanie et la Bulgarie. Cette opposition entre les intérêts soviétiques et la volonté américaine d'instaurer un barrage aux avancées communistes dans la région aura des conséquences importantes sur l'avenir des îles Kouriles. Le fait que le Japon soit dépouillé de nombreux territoires, tous ceux conquis par la force, est entériné. Cependant, malgré les demandes pressantes de la délégation soviétique et de son président Andrei Gromyko, aucune mention n'est faite concernant l'attribution à l'URSS des Kouriles et du sud de Sakhaline. Cette dernière quittera la conférence et ne signera jamais le traité de San Francisco. L'absence de traité international entre les Japonais et l'URSS ajoute encore au flou qui entoure le statut des îles Kouriles. Il n'existe pas de fondement juridique clair à la souveraineté russe sur les Kouriles du sud depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, mais l'enjeu est trop faible pour que les Américains, durant la guerre froide, prennent le risque de déclencher une crise majeure avec l'URSS à ce sujet, et les Japonais n'ont jusqu'à présent pas eu les moyens de faire valoir leurs droits.

1.1.2.5. Efforts pour normaliser les relations diplomatiques

La question des Kouriles a été abordée de façon sérieuse pour la première fois entre l'URSS et le Japon au cours des négociations pour la normalisation de leurs relations diplomatiques. En 1955, le gouvernement japonais a posé comme condition préalable à l'établissement de relations diplomatiques avec l'Union soviétique, le retour au Japon de Shikotan, des Habomai, et aussi de toutes les Kouriles et de la partie sud de Sakhaline. En septembre 1956, Moscou déclarait quant à lui que la question territoriale et la signature d'un traité de paix feraient l'objet de négociations après la normalisation des relations entre les deux pays. Néanmoins, le 19 octobre 1956, une déclaration commune de l'URSS et du Japon est signée à Moscou. Elle exprime la volonté d'aboutir à un accord sur l'île de Shikotan et les îlots Habomai¹⁰, débloquent apparemment la situation et laissant espérer la signature rapide

¹⁰ « L'URSS répondant au désir du Japon et en considération de ses intérêts, accepte de transférer les îles Habomai et l'île de Shikotan au Japon, à la condition que le transfert de ces îles soit réalisé après la conclusion du traité de paix » extrait de l'article 9 de la déclaration du 19 octobre.

d'un traité de paix entre les deux pays, le Japon acceptant de lever tout préalable. Des relations diplomatiques sont établies et les accords de pêche négociés auparavant entrent en vigueur. Malgré de nombreux sommets, accords informels et mots de bonne volonté depuis, ceci est le point le plus proche d'un accord sur le litige territorial que les deux pays réussiront à trouver jusqu'à nos jours. Le retrait de ce point de culmination commence le 27 janvier 1960, lorsque le Japon signe avec les USA un nouvel accord de défense mutuelle, qui autorise les Américains à utiliser le territoire japonais comme base militaire. Les Soviétiques dénoncent alors la déclaration de 1956, et ajoutent que « les îles Habomai et l'île Shikotan ne seraient rendues au Japon qu'après le retrait total des troupes étrangères installées en territoire japonais et la signature d'un traité de paix entre le Japon et l'URSS »¹¹. Le resserrage de la position de l'URSS entraîne une réaction du Japon qui, à son tour, exige le retour non seulement des îlots Habomai et de l'île Shikotan, mais aussi des deux autres îles : Kunashir et Etorofu. A partir des années 1970, l'URSS a refusé toute négociation.

La question territoriale a été relancée dans les années 80 et surtout à partir de 1986, lorsque Mikhaïl Gorbatchev lance sa « grande politique asiatique » dans son discours de Vladivostok. Cinq ans plus tard, en avril 1991, il se rend à Tokyo, effectuant ce faisant la première visite d'un chef d'Etat russe au Japon. Mais, malgré quelques propositions avancées du côté soviétique pour régler la question des Kouriles, la visite de M. Gorbatchev ne débouche sur aucune décision. Au lendemain de cette visite, Mikhaïl Gorbatchev disparaissait avec l'URSS. Les quelques mois qui ont séparé le coup d'Etat raté du mois d'août 1991 de la proclamation de la république de Russie en décembre de la même année auraient pu apparaître comme une occasion favorable, alors que la nouvelle direction russe semblait prête à abandonner des portions considérables du territoire de l'Union soviétique. Mais très rapidement les tensions intérieures de la politique russe et les « maladroites personnelles » du président Eltsine ont interdit toute solution rapide du problème. Au mois de septembre 1992, l'annulation brutale de sa visite à Tokyo a ainsi constitué un choc psychologique particulièrement contre-productif auprès du gouvernement et de l'opinion publique japonaise. Il ne réglera pas plus cette question lors de sa première visite à Tokyo en octobre 1993. Il faut attendre, en 1997, le « sommet informel » de Krasnoïarsk, entre Eltsine et le Premier ministre japonais Hashimoto pour que soit annoncée la mise en place d'une commission permanente de négociation en vue de la signature d'un traité de paix entre les deux pays prévu « avant l'an 2000 ». Cette commission partait sur des bases extrêmement complexes puisque le Japon faisait de la restitution des quatre îles un préalable à la signature

¹¹ Extrait du mémorandum envoyé à Tokyo par Andreï Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'URSS.

d'un traité de paix, alors que, pour la Russie, cette question ne pourrait être que l'une des conséquences du traité. Comme toutes les réunions précédentes, celle-ci a produit beaucoup de mots d'amitié et de bonnes intentions, avec notamment l'ouverture de nouvelles voies de coopération économiques entre les deux pays. La rencontre avec le Premier ministre japonais Mori en septembre 2000 ont vu les négociations sur les îles ajournées en partie à cause du naufrage accidentel du sous-marin russe nucléaire le "Koursk". Le dernier rencontre entre Tokyo et Moscou au printemps 2001 a aussi produit d'importants progrès en coopération économique, mais aucun accord sur une disposition définitive des îles. Cependant, dans les premiers mois de l'an 2002, des rumeurs de négociations secrètes ont pris surface au Japon et en Russie indiquant le possible retour de deux des îles contestées par un accord discret pendant que des négociations plus ouvertes sur les deux autres îles contestées se passent. Les rumeurs sont fortement niées par les autorités russes, qui maintiennent qu'aucun accord est en cours de négociation qui remettra même une des îles les plus méridionales au japonais, et que les îles sont très importantes pour les intérêts de sécurité de la Russie. Mais Tokyo insiste encore que Moscou n'a pas refusé son « propos à deux voies » qui prévoit un transfert administratif de deux îles à la fois¹².

De plus en plus, Tokyo et Moscou montrent la volonté de devenir voisins amis, mais le litige fondamental des Kouriles, vestige de l'ère avant la guerre froide n'est toujours pas résolu, ainsi mettant un lourd bémol sur le potentiel des ces deux pays à former des liens qui pourraient vraiment influencer la région du bassin pacifique est.

1.1.3. Enjeux pour la Russie

1.1.3.1. Enjeux militaires et stratégiques

Au-delà de la querelle des mots, la question des Kouriles représente bien un enjeu politique, stratégique et symbolique considérable pour les deux pays. Il est vrai que pour la Russie, la perte de ces territoires peu peuplés et peu accueillants pourrait sembler de peu d'importance. Seulement qu'en exerçant sa souveraineté sur les quatre îles contestées, la Russie contrôle tous les accès à la mer d'Okhotsk pour en faire « un lac russe ». Or, cette mer représente l'une des zones privilégiées de patrouille des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Ouvrir une porte d'accès à ce « lac » constituerait pour Moscou la perte d'un avantage stratégique, à un moment où le traité START 2 risque de mettre encore un peu plus à mal le prestige de la Russie et ce qui lui reste de puissance militaro-stratégique. Il convient par ailleurs d'avoir à l'esprit, outre l'attrait d'une zone de pêche très poissonneuse et la

¹² AFP, 19 mars 2002, par INTERNET.

proximité de l'Alaska, le fait que les détroits entre les îles constituent une voie de passage privilégiée des navires et sous-marins venant de la mer d'Okhotsk, ceux d'Iekaterina et de Fritz étant libres de glace toute l'année. Relâcher même une ou deux des îles les plus méridionales représenterait pour la flotte russe la perte d'une partie de son accès stratégique aux eaux profondes du Pacifique et, d'une façon beaucoup plus significative, pourrait par la suite permettre à Washington d'utiliser ces îles pour suivre à la trace les mouvements de ses sous-marins nucléaires.

En 1956, dans l'espoir d'obtenir une plus grande aide commerciale de Tokyo, Moscou avait promis le retour conditionnel de deux des îles situées le plus au sud et stratégiquement de moindre importance, encore que peu disposée à se séparer des quatre îles. Cette petite concession, bien que non-réalisée par la suite, montre la difficulté que les Russes ont à faire des efforts pour attirer des contributions économiques japonaises qui sont d'une importance primordiale pour l'avenir de la région, et en même temps ne pas lâcher des acquisitions stratégiques qui sont essentielles pour sécuriser la flotte russe en Pacifique.

Outre l'importance stratégique maritime, la région a aussi une importance stratégique militaire terre pour Moscou. Face aux bases américaines d'Okinawa, Yokohama et des Aléoutiennes, les Soviétiques, pendant l'après-guerre mondiale et toute la guerre froide, avaient positionné en Extrême-Orient des troupes en nombre considérable. Ces troupes sont évaluées en 1989 à 325.000 hommes sur la façade Pacifique (avec une flotte de plus de 700 unités dont 50 sous-marins nucléaires) et à 270.000 hommes sur la frontière sino-mongole. Là encore, Moscou a eu de la peine à faire des concessions importantes face aux besoins de négocier avec Tokyo pour obtenir de l'aide économique. Pour faciliter la reprise du dialogue dans les années 1990, l'URSS avait annoncé le retrait de 200.000 hommes pour 1991 et le départ de tous les soldats stationnés en Mongolie en 1992¹³. Toutefois, ces retraits ont été compensés par une modernisation des équipements. L'accès de ses ports traditionnels, Sébastopol et Kaliningrad, étant rendu difficiles du fait de l'éclatement de l'URSS, l'Etat-major russe a reporté une partie de ses efforts, et ses meilleures unités, sur la façade Pacifique. Ainsi, Petropavlovsk-Kamtchatski, associé au grand chantier naval militaire de Vilioutchinsk, s'est vu confirmé dans le rôle de deuxième grande base stratégique, avec notamment les sous-marins nucléaires d'attaque. Malgré ces mouvements et renforcements, les forces maritimes et terriennes russes de l'extrême orient manquent à présent les ressources nécessaires pour projeter la puissance. Ceci est important pour l'équilibre du pouvoir dans la région, et explique en partie la manque d'opposition qu'a démontré le gouvernement russe envers le

traité de sécurité Américano-Japonais, en vigueur depuis 1960. Du point de vue de la Russie, l'actuel traité Américano-Japonais pourrait bien être considéré d'un œil positif puisqu'un manque de présence américaine finirait presque certainement par une pression accrue pour de plus importants accroissements militaires au Japon¹⁴.

Le contexte international, qui est un contexte de recul pour les positions de la Russie, ne facilite pas la quête d'un règlement dans la mesure où « lâcher » sur les Kouriles serait un revers supplémentaire. A l'occasion de la disparition de l'Union soviétique, en 1991, M. Mikhaïl Gorbatchev puis M. Boris Eltsine ont semblé sur le point de mettre un terme à cette querelle géopolitique héritée d'une époque révolue. Deux ou trois années d'hésitation ont suffi à figer à nouveau la situation : la montée des nationalismes en Russie post-soviétique a fini par paralyser les vellétés de certains dirigeants de solder le passé. Aucun président russe n'as pu prendre une mesure aussi impopulaire au sein d'une population à qui l'on a répété pendant des décennies que l'annexion des Kouriles fait partie des hauts faits d'armes de l'armée rouge.

1.1.3.2. Enjeux économiques

Une des raisons qui motivent les Russes dans leur refus de rendre ce que les Japonais nomment leurs « territoires du nord » est que les Kouriles du sud se situent dans l'une des zones les plus poissonneuses du monde. En annexant l'archipel, les Soviétiques ont du même coup privé les pêcheurs japonais de leurs zones de pêche traditionnelles et particulièrement riches. Environ 17000 pêcheurs russes ont pris possession des îles Kouriles au début des années 50, dans le cadre de la réorganisation et de la mise en valeur de la région voulue par Staline. Ces migrants étaient aussi attirés par les doubles ou triples salaires promis aux populations s'installant dans ces contrées ingrates¹⁵. Par ailleurs, la mer d'Okhotsk regorge de crabes dont sont très friands les Japonais. Cependant, cette richesse n'est que virtuelle car la vente du produit de la pêche, vu les difficultés de transport entre les îles et le continent, puis à travers la Russie, ne peut se faire que vers le Japon tout proche. Mais pour ce faire, il faut que la possibilité de commercer librement avec l'ensemble des acteurs présents dans la zone soit reconnue. C'est pourquoi, le manque d'accord entre les Russes et les Japonais au niveau central est un frein au développement de l'activité économique locale¹⁶.

¹³ East Asian Strategic Review 1997-1998, National Institute For Defense Studies, Tokyo 1998, page 164.

¹⁴ KALLGREN Joyce. « Asia-Pacific in US-Russian Relations » Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999, page 2.

¹⁵ TATU, Michel, « Tokyo-Moscou le dégel ? », Politique internationale, été 1998, page 339.

¹⁶ DE VATHAIRE Patrick, Les Kouriles dans les relations russo-japonaises depuis la fin de la Guerre Froide, Mémoire de Géopolitique, Collège Interarmées de Défense, avril 2001, page 12.

Dans les années après la guerre froide encore, les patrouilleurs militaires russes arraisonnaient régulièrement les chalutiers nippons dans des aires qui leur étaient interdites. Du temps de la guerre froide, les sanctions pouvaient mener ces pêcheurs dans un camp sibérien pour plusieurs années. Depuis, les autorités locales russes ont fait d'importants efforts pour atténuer les incidents entre pêcheurs japonais et garde-côtes russe, qui auparavant représentaient le peu de confiance des Japonais dans la volonté des autorités russes de normaliser les relations transfrontalières. De plus, des accords locaux de libre circulation ont facilité la survie des populations en leur garantissant un accès à un minimum de services indispensables à la vie sur les îles. Ces signes de progrès ne sont à la fin pas si généreuses qu'on pourrait penser : En 2000, la Russie a autorisé le Japon à pêcher quelque 2 300 tonnes de poisson (le crabe exclu) dans le sud des îles Kouriles. Ce quota représente moins de 1 % des réserves de poisson des Kouriles du sud¹⁷.

Les autorités russes redoutent que les habitants des îles Kouriles ne soient attirés par la qualité de vie japonaise, même si le nord d'Hokkaido est une des régions les plus pauvres du Japon. Cependant, ils ne craignent guère de vrais efforts sécessionnistes des habitants qui sont habitués à la culture et religions russes, qui selon un habitant sont « complètement différents des Japonais »¹⁸. Et des efforts récentes par le gouvernement russe ont amélioré la vie des habitants d'une manière importante. Auparavant, d'autres priorités plus pressantes préoccupaient les autorités à Moscou, mais depuis le début du 21^e siècle, le gouvernement russe semble avoir reconnu l'importance de la région et, en concert avec des efforts renouvelés au niveau local, a commencé à investir d'avantage dans l'économie de sa région d'extrême orient et notamment dans les îles Kouriles. Une grande partie de l'aide financière vient toujours du Japon, mais il est important de noter que le gouvernement russe a aussi fait sa part pour accroître le budget de développement et fonctionnement par trois fois, en créant entre autres un conseil de compagnies de pêche qui permet de retourner les bénéfices de la pêche vers l'économie locale¹⁹.

Le temps joue pour Moscou. A plusieurs reprises ces dernières années, les négociateurs russes ont proposé d'inverser les priorités en signant d'abord un traité de paix pour mieux repousser la question territoriale « à la prochaine génération ». Ils parient sur une démotivation de la population japonaise dans ses revendications sur les Kouriles du sud et

¹⁷ CHOMETTE Guy-Pierre, « Enjeu stratégique ou conflit du passé ? Plus d'un siècle de discorde russo-japonaise autour des îles Kouriles », *Le Monde Diplomatique*, Septembre 2001, page 11.

¹⁸ CHERNYAKOVA Nonna, « Russia winning the hearts of Kurile islanders », *Asia Times*, 12 July 2001, page 3.

¹⁹ CHERNYAKOVA, page 4.

espèrent ainsi que la classe politique nippone, parfaitement unie sur la question, finira par prêcher dans le désert. De fait, sur les 17 000 résidants japonais expulsés des Kouriles au lendemain de la guerre, il n'en reste que 9 000 vivants, dont 2 200 à Nemuro. On leur compte 26 000 enfants, dont certains sont nés sur les îles, mais sans y vivre au-delà de leur petite enfance. Et leurs petits-enfants semblent se détourner de cette région isolée et plus encore de ces territoires du nord qui ne représentent pas grand-chose à leurs yeux²⁰.

1.1.4. Enjeux pour le Japon

1.1.4.1. Enjeux politiques

Le Japon considère la question des territoires du nord comme une priorité nationale. Depuis 1945, le pays ne cesse de crier à l'injustice. Pour soutenir ses revendications territoriales, le Japon se fonde sur les traités signés avec la Russie, en particulier celui de 1855, lequel délimitait la frontière entre les pays. Cette frontière passait au nord des quatre îles revendiquées. Il défend l'idée que ces îles ont toujours appartenu au Japon et que le concept de découverte n'est pas valable puisqu'elles sont visibles, de Hokkaido, à l'œil nu. Donc, les Russes n'auraient jamais découvert ces îles (l'histoire de cette région n'est pas aussi simple, mais c'est ici le point de vue du gouvernement japonais). La prise de possession en elle-même par les Russes en 1945 était, selon Tokyo, un acte allant à l'encontre du droit international puisque cela a été fait après la capitulation du Japon aux mains des forces alliées et que l'incorporation officielle des îles dans le territoire russe en 1946 par Staline s'est faite à l'extérieur d'un traité de paix. De leur côté, les Russes se retranchent derrière la conférence de Yalta, en février 1945, au cours de laquelle Joseph Staline a obtenu de Franklin D. Roosevelt la promesse de récupérer les Kouriles en échange de son entrée en guerre contre le Japon au plus tard trois mois après la capitulation allemande²¹. Sur le plan politique, le retour des quatre îles serait ressenti par la population japonaise comme la fin d'une injustice majeure. Le bénéfice pour les autorités, à l'intérieur du pays, serait évident : « Pour l'homme politique qui récupérera les îles, ce sera un énorme trophée. C'est mieux que le prix Nobel »²².

Un autre grand problème pour les Japonais est celui de l'absence de contrôle des installations nucléaires, principalement militaires, et plus globalement de la mauvaise prise en compte de l'écologie par les responsables russes. Depuis 1993, il est admis que l'URSS a longtemps déversé des produits radioactifs dans la mer du Japon²³. Si elle ne le fait plus, les

²⁰ CHOMETTE, page 11.

²¹ CHOMETTE, page 12.

²² « Vladimir Poutine au Japon pour une visite officielle », article du Monde (électronique) du 3 septembre 2000.

²³ BOULANGER, Eric, « Les relations Japon-CEI », Analyses et Perspectives, Groupe de recherche en

dizaines de sous-marins nucléaires accostés dans les bases navales russes, en attente de leur démantèlement, représentent un danger environnemental formidable et mettant en jeu, d'après les autorités japonaises, la sécurité de toute la région. Environ 60 sous-marins nucléaires hors service sont maintenus à flot près de leurs bases de la mer du Japon et de la presqu'île du Kamtchatka. Les installations pour démanteler ces sous-marins sont désuètes, dangereuses et les endroits pour stocker le combustible nucléaire sont rares et peu sécuritaires. Les activités de démantèlement vont très lentement, prennent énormément de retard et les risques associés à la maintenance de ces sous-marins sont énormes autant au niveau environnemental qu'en ce qui concerne la sécurité²⁴. En effet, les risques d'actes terroristes sont graves. Plusieurs incidents se sont produits impliquant des nord-coréens et des chinois. Des citoyens russes ont été pris en train d'essayer de vendre de l'uranium enrichi provenant des bases navales de la région. Il y a, à bord de ces sous-marins un équipage minimum pour entretenir les réacteurs nucléaires et habituellement un seul soldat par sous-marin pour la surveillance des lieux²⁵. De plus, les méthodes de comptabilité sont déficientes et les Russes ont avoué ne pas avoir de chiffres exacts sur la quantité de produits radioactifs entreposés sur leurs bases ou ailleurs dans la région. Malgré les programmes, financés en partie par le Japon et les Etats-Unis, qui ont permis le démantèlement d'une quinzaine de sous-marins nucléaires dotés de missiles stratégiques, il reste encore de nombreux problèmes à régler et en particulier la neutralisation des réacteurs nucléaires de ces sous-marins inactifs et mal entretenus.

Le Japon a donc d'importantes raisons de voir s'améliorer ses relations avec la Russie pour ainsi avoir une certaine influence sur des questions aussi centrales que le démantèlement des sous-marins et la gestion des déchets nucléaires. Sur le plan stratégique, la présence de forces armées aériennes, maritimes et terrestres si près du Japon est un souci constant. Au début des années 1990, l'Armée Rouge entretenait une centaine de sous-marins nucléaires dans la mer d'Okhotsk, une quarantaine de MIG 23 sur la base de Etorofu et une division blindée sur l'ensemble des îles. Depuis, les Russes ont retiré une partie de leurs forces, mais ils conservent des moyens plus importants que ce qui serait nécessaire pour défendre les territoires, d'après les Japonais.

Pour les Japonais, l'espoir de recouvrer leur souveraineté sur les "territoires du nord", paraît bien mince depuis qu'ils se sont liés aux Etats-Unis par une alliance militaire dirigée contre l'Union soviétique. Cette réalité a vraisemblablement dicté la position intransigeante

économie et sécurité, No 4, 30 Octobre 1999, page 2.

²⁴ Ces sous-marins ne peuvent rester indéfiniment accostés au quai. Au bout de 15 ans, selon les experts, la rouille les aura fait couler.

²⁵ BOULANGER, page 2.

du Japon dans le conflit territorial qui l'oppose à Moscou, et conduit les Japonais à utiliser la question des Kouriles comme un instrument de politique étrangère. Au cours des trois dernières décennies, le Japon n'a pas cessé de demander le retour simultané des quatre îles Kouriles annexées par l'URSS en 1945 comme préalable à la signature d'un traité de paix entre les deux pays. Aujourd'hui, la position japonaise semble s'être assouplie. Plusieurs hommes politiques et haut fonctionnaires ont déclaré que la question de la souveraineté passait désormais avant celle de la restitution des îles. Lors de sa visite dans la capitale soviétique, le secrétaire général du Parti Libéral Démocrate au pouvoir au Japon, M. Ichiro Ozawa, a précisé que son pays pourrait accepter "un retour des îles par étapes", une fois le problème de la souveraineté réglé. D'un point de vue diplomatique, Tokyo ne pouvait pas paraître trop intransigeant au moment où le chef du Kremlin semblait quant à lui disposé à reprendre les discussions sur cette question litigieuse. Il semble par ailleurs, que les Japonais ont vu, au moment de la visite de M. Gorbatchev, l'occasion de jouer la carte économique. En échange de sa souveraineté sur les quatre îles des Kouriles, le Japon aurait proposé à l'URSS une aide de 13,3 milliards de dollars, dont 4 milliards d'aide d'urgence et le reste sous forme de coopération économique à long terme. En outre, Tokyo aurait offert de donner 3 milliards de dollars à l'URSS pour le redéploiement de ses forces stationnées sur ces îles.

De son côté, la communauté internationale ne penche en faveur des revendications japonaises que sur le papier. Elle s'efforce de ne pas s'impliquer dans cette querelle qu'elle comprend mal. Les Japonais ont tenté à plusieurs reprises de sensibiliser leurs alliés américains pour qu'ils jouent de leur influence sur la Russie, sans résultat. Le détroit reste une zone hautement stratégique et militarisée. En dépit des promesses de démilitarisation faites par M. Boris Eltsine en 1993, l'armée russe rechigne à baisser totalement la garde devant les forces américaines encore stationnées au Japon. Sur les 10 000 hommes basés aux Kouriles du sud au début des années 1990, elle en maintient 3 500, officiellement du moins²⁶.

1.1.4.2. Enjeux culturels

Les derniers survivants de l'exode de 1945, et leurs descendants voudraient pouvoir accéder librement aux territoires du nord, pour honorer leurs morts et perpétuer, sur place, leur souvenir. Même s'ils sont peu nombreux, leurs revendications alimentent les courants nationalistes japonais. Malgré des autorisations ponctuelles des autorités russes, l'organisation de ces visites est trop rigide pour satisfaire les visiteurs. En 1964, les autorités russes avaient autorisé les visites des expulsés japonais sur les tombes de leurs ancêtres. Mais

peu après, ils ont imposé des visas, ce qui aurait pu être, si l'Etat japonais avait accepté, une reconnaissance implicite des droits russes sur les îles. Lors de la visite de Mikhaïl Gorbatchev, du 16 au 21 avril 1991, un accord sur ce sujet a été trouvé et les visites ont repris, avec quelques contraintes²⁷, permettant aujourd'hui aux anciens résidents de se rendre sur place, ainsi qu'aux associations de militants, aux journalistes et à tous les habitants de la région. Ces autorisations sont valables pour les Russes aussi qui peuvent ainsi se rendre à Nemuro, le port japonais.

1.1.4.3. Enjeux économiques

Sur le plan économique, la liberté de pêche autour des îles Kouriles serait une source de profit important pour toute la zone Nord du Japon, à cause de la richesse des eaux dans la région. En effet, si des accords de pêche ont toujours existé entre les deux puissances, les pêcheurs japonais étaient à la merci d'une saute d'humeur des Russes ou des restrictions imposées à leurs activités par l'administration parfois capricieuse. Une normalisation des relations au plus haut niveau faciliterait la signature d'un accord définitif sur les zones de pêche dans la mer d'Okhotsk et le nord du Pacifique et permettrait une expansion importante des activités économiques associées à la pêche.

Le second point concerne la mise en valeur du grand Nord. Les Japonais voudraient avoir accès aux richesses du sous sol russe : pétrole, gaz, matières premières et métaux précieux dont ils ont un pressant besoin pour développer leur industrie : les réserves sont estimées à 2,5 milliards de baril de pétrole brut et 425,5 milliards de m³ de gaz naturel²⁸. L'accès à ces gisements leur permettraient de diversifier leur approvisionnement et le Japon s'intéresse aux immenses ressources de la Sibérie, notamment au gaz d'Irkoutsk qui lui permettrait de s'affranchir partiellement de sa dépendance à l'égard du Proche Orient et des routes maritimes de l'Asie orientale. En effet, le Japon est très sensible à la liberté de circulation dans des régions potentiellement conflictuelles : détroits d'Indonésie, de Taiwan. Mais ils hésitent à s'engager dans des accords majeurs, sur le long terme, sans la garantie d'un traité officiel avec la Russie. Il existe deux projets nommés « Sakhaline 1 », initialisé en 1974 et relancé en 1995-1996, et « Sakhaline 2 » lancé en 1996 qui visent à exploiter ces ressources et à construire un gazoduc de 2000 kilomètres destiné à acheminer le gaz de

²⁶ CHOMETTE, page 11.

²⁷ Séjour limité à une semaine, chaque partie vient avec son propre bateau et annonce la composition de son groupe.

²⁸ Faits et Tendances n°668, 17 juin 1998, SGDN, page 2.

Sakhaline vers le Japon²⁹. L'investissement faible des Japonais au profit de la Russie est aussi leur meilleure arme pour faire pression sur les autorités russes. Le 14 juillet 1991, lors de la rencontre annuelle du G7 à Londres, le Premier ministre japonais, Monsieur Kaifu, envoi un message qui est clair : l'aide japonaise n'augmentera significativement qu'après un accord territorial³⁰. Cette position sera maintenue par les premiers ministres japonais successifs.

1.1.5. Une résolution difficile

La situation est aujourd'hui difficile dans les îles Kouriles. L'archipel se trouve à plus de 7000 kilomètres de la capitale russe et il est séparé du continent par la mer d'Okhotsk, gelée durant les mois d'hiver. Les communications avec le reste de la Russie sont difficiles, voire impossibles durant de longs mois. Le sentiment d'isolement qui en résulte est renforcé par la faiblesse de la densité de population sur les îles, dont seules certaines sont habitées. La population d'origine Aïnou a disparu. Elle a fui vers le Japon ou elle s'est mélangée avec les vagues successives de colons. Les difficultés économiques, qui sont communes à une grande partie de la Russie orientale, sont amplifiées par le manque de relations, dans tous les domaines, avec le Japon tout proche. Celui-ci est une puissance économique majeure et il pourrait contribuer au règlement des problèmes auxquels sont confrontés les habitants de la région. Cependant, pour les Japonais, le règlement du différend doit comporter non seulement un volet économique, mais aussi un volet politique et diplomatique. Mais les autorités russes, qui semblent vouloir avancer sur ce dossier, se heurtent à une opposition intérieure forte.

Dans les années après la guerre froide, Moscou a délaissé complètement ces îles perdues sur ses marches extrême-orientales, à tel point que les 17 000 Russes qui y vivent dans des conditions précaires ont fini par se sentir abandonnés. En 1994 et 1996, l'administration des Kouriles du sud a tenté de sensibiliser directement Moscou en organisant deux référendums à l'issue desquels 70 % des habitants se prononçaient pour le rattachement de leurs îles au Japon. En outre, les séismes dévastateurs de 1995 et 1996 ont montré la faible capacité des autorités russes à assister ces populations et à les secourir. Leur sentiment d'abandon jusqu'en 2000 reposait aussi sur la perte des salaires élevés, le manque de liaisons avec le continent³¹, et le manque de moyens russes pour maintenir les infrastructures

²⁹ Faits et Tendances, page 3.

³⁰ FRESNEL, page 22.

³¹ 3 vols hebdomadaires avec Sakhaline jusqu'en 1999

minimales dans un contexte de la crise économique aiguë en Russie dans les années 1980-1990. Les Russes des Kouriles, autrefois chéris du pouvoir soviétique en tant que pionniers sur des îles inhospitalières mais stratégiques, semblaient bien tourner leurs regards vers ce Japon si proche et capable de leur apporter rapidement confort et développement économique.

La résolution de ce différend est rendue très difficile par le fait, que pour les deux pays, et surtout pour leurs opinions publiques, il s'agit d'abord d'une question de principe, voire de prestige national. De plus, toute restitution constituerait un précédent fâcheux. En effet, cela pourrait conduire d'autres puissances à contester, à leur tour, telle ou telle partie de territoire. A cet égard, pour Moscou, le contentieux des Kouriles et la question de Kaliningrad sont considérés comme étroitement liés. Par ailleurs, toute solution aboutissant à une remise en cause des revendications de souveraineté japonaise sur les îles Kouriles pourrait avoir un effet de contagion que Tokyo refuse sur le dossier des îles Tokdo et des Senkaku, qui l'oppose respectivement à la Corée et à la république populaire de Chine.

Il n'est pas absolument exclu qu'un compromis soit trouvé sur cette question difficile, mais l'éventualité d'une rétrocession de territoire continue d'agiter l'opinion russe. L'arrivée du nouveau président Poutine a coïncidé avec la publication d'articles accusant Boris Eltsine d'avoir préparé un abandon de souveraineté contre l'avis de pratiquement toutes les forces politiques. On y dénonce en particulier la démilitarisation des îles et les termes de l'accord de pêche de 1998 qui offre pratiquement sans contrepartie l'exploitation de cette zone aux marins japonais. Dans le même temps, les habitants de Hokkaido, Sakhaline et des Kouriles peuvent désormais circuler sans visa. On projette même la construction d'un pont entre Hokkaido et Sakhaline et entre cette île et le continent.

Le blocage sur les Kouriles fait obstacle important contre le développement des relations politiques, économiques, et de sécurité entre la Russie et le Japon. Régler le contentieux prendra du temps compte tenu de la sensibilité de la question territoriale de part et d'autre. Dans le même temps, le contexte actuel en Russie- relative stabilisation du paysage politique, amélioration de la situation économique, semble plutôt favorable à l'instauration d'une certaine créativité dans les relations bilatérales, créativité que les deux pays ont appelée de leurs vœux dans une déclaration conjointe de novembre 1998³².

³² FACON Isabelle, « La Russie de Vladimir Poutine en Asie centrale : vers un renouvellement de la relation triangulaire Moscou-Pékin-Tokyo ? », Paris ; Cahiers de Mars, Automne 2001, page 61.

2. Volonté croissante et mutuelle de rapprochement

L'impasse n'est cependant plus aussi totale qu'elle l'a été. Les points de friction demeurent certes fréquents entre les deux pays, mais les relations ont évolué. La question territoriale, si elle reste essentielle, n'est plus perçue comme de nature à bloquer tout rapprochement entre les deux pays : l'idée s'est imposée qu'une amélioration de l'ensemble des rapports bilatéraux pouvait favoriser un règlement du litige territorial. Le dialogue est renoué, les contacts sont désormais réguliers au plus haut niveau et les deux pays ne se perçoivent plus comme une menace à leur sécurité³³. La nature des efforts de conciliation, et le côté de leur provenance montre le désir des dirigeants des deux pays de conclure un traité de paix et en même temps la difficulté qu'ils ont à apporter un soutien domestique à leurs efforts. Initialement, ce sont les présidents russes qui tendent la main dans les négociations de rapprochement, mais arrivé au bout des tolérances domestiques pour céder sur les Kouriles, ils ne peuvent plus offrir de vraies concessions. C'est ensuite les Premiers ministres japonais qui, au cours de la deuxième partie des années 1990, vont offrir le plus d'aide à encourager les accords bilatéraux. Là aussi, ils vont rencontrer quelques résistances nationalistes, mais c'est surtout un manque de capacité de la part des Russes de profiter des offres japonaises qui freine l'expansion des relations. La période est caractérisée par un esprit de coopération et de rapprochement qui verra d'importants accords économiques, militaires, politiques et culturels, sans toutefois résoudre le litige géographique fondamental des Kouriles.

2.1. Débuts d'une politique russe de rapprochement

La politique asiatique mise en œuvre par Mikhaïl Gorbatchev à partir de 1986 laissait déjà entrevoir un assouplissement de la position soviétique. Après la normalisation des relations sino-soviétiques, au mois de mai 1989, les dirigeants soviétiques ont entrepris d'ouvrir la voie à de nouvelles relations politiques avec le Japon. Le fait que M. Aleksandre N. Yakovlev, l'un des responsables de la "nouvelle diplomatie" soviétique, ait été envoyé au Japon en novembre 1989, montrait l'intérêt que M. Gorbatchev accordait désormais aux relations nippo-soviétiques. Ensuite Boris Eltsine, alors président du Soviet Suprême, en visite au Japon à la fin de 1989, avait alors avancé un plan en cinq étapes prévoyant de placer les îles Kouriles sous administration conjointe ou de les transformer en zone franche.

Déjà au moment de l'effondrement de l'URSS, les dirigeants russes se montrent très désireux de sortir de l'impasse dans laquelle était l'URSS. Dès 1991, ils affirment que la signature du traité de paix avec le Japon est pour eux une priorité. Le 30 mars, le ministre des

affaires étrangères soviétique M. Bessmertnykh en visite à Tokyo, s'est mis d'accord avec son homologue japonais Taro Nakayama sur la nécessité d'une "décision politique" pour aboutir à la signature d'un traité de paix, bloqué depuis la seconde guerre mondiale par le contentieux insulaire. La présence aux côtés de M. Bessmertnykh d'Andrei Kozyrev, ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, qui gère administrativement les îles contestées, montre l'importance du dossier dans la politique japonaise de l'URSS. Kozyrev se prononce en septembre de cette année pour la restitution de ce qui a été promis en 1956, c'est-à-dire de deux des quatre îles revendiquées par Tokyo (Habomai et Shikotan), et en juin 1992, il dénonce publiquement l'absurdité de continuer à adhérer à la position soviétique³⁴. Bien qu'il ait précisé qu'il ne s'agissait là que d'un point de vue purement personnel, c'était néanmoins la première fois qu'un haut responsable de l'administration soviétique formulait une telle opinion. Le 27 février 1992 dans une lettre au Premier ministre japonais Miyazawa, Eltsine redit son désir de conclure un traité de paix en promettant de chercher avec le Japon, et « allié potentiel », une solution « basée sur la loi et sur la justice »³⁵. Le fait que Moscou reconnaisse l'existence d'un contentieux ne doit pas être considéré comme un assouplissement de la position soviétique, mais plutôt comme un nouveau pas en direction d'une négociation sur les territoires revendiqués par le Japon. Cette avancée constitue alors un changement révélateur de la façon dont Moscou entend désormais gérer cette question.

Ce sont surtout les rencontres au sommet, entre Boris Eltsine et trois premiers ministres japonais dans les années 1990, qui ont contribué à l'amélioration des relations entre les deux pays.

2.2. La Russie tend la main

La visite du président Eltsine en octobre 1993 à Tokyo contribue à faire baisser la tension. Le chef d'Etat russe présente alors les excuses de la Russie pour les mauvais traitements infligés par l'URSS aux prisonniers de guerre japonais de la Deuxième Guerre Mondiale³⁶ et reconnaît officiellement et sans ambiguïté l'existence du litige territorial en s'engageant à rechercher une solution « fondée sur les faits historiques et juridiques ». Sa rencontre avec le Premier ministre Morihiro Hosokawa donne lieu à la Déclaration de Tokyo, qui définit pour la première fois le cadre dans lequel les négociations doivent se tenir : « tous

³³ DE TINGUY Anne, dans « la Politique de sécurité de la Russie », page 200.

³⁴ Izvestia, 10 Sept 1991

³⁵ NIMMO William F. , Japan and Russia- a reevaluation in the post-Soviet era, Westport, CT Greenwood Press, 1994, p. 124.

³⁶ Près d'un dixième des 600000 détenus qui sont restés prisonniers en URSS jusqu'en 1956, soit pendant plus de

les traités et accords internationaux » conclu entre la Russie et le Japon serviront de base de travail aux négociateurs. Référence est faite au répertoire commun des documents concernant l'histoire des questions territoriales entre le Japon et la Russie, fruit d'un travail effectué en commun en 1992 par les ministères des Affaires étrangères des deux pays³⁷. La Russie accepte ce faisant de prendre en considération les textes de la période pré-soviétique (Traité de Shimoda de 1855 et de Saint-Petersbourg de 1875) ainsi que la déclaration commune de 1956.

Dès 1996, le Premier ministre japonais Hashimoto Ryutaro a choisi d'en accélérer l'évolution en bousculant les immobilismes prompts à se manifester à Tokyo. Tout au long de l'année, le dialogue s'est approfondi sur les termes de « confiance, intérêt mutuel et vision à long terme ». Dans ce contexte, si l'objectif à long terme restait la normalisation des relations bilatérales marquée par la signature d'un traité de paix après résolution de la question des îles Kouriles, le développement de la coopération dans les domaines politique, économique et stratégique devait toutefois être poursuivi simultanément.

2.3. Rapprochements malgré les forces nationalistes

Dix-neuf cent quatre-vingt-dix-sept constitue une nouvelle étape dans le dégel. Pendant la rencontre officielle entre le Président russe et le Premier ministre Ryutaro Hashimoto en Sibérie en 1997, ils ont réitéré les objectifs du précédent sommet en proposant une date sur la conclusion d'un traité de paix, soit « avant la fin de l'an 2000 ». Ce qui est intéressant de cette rencontre c'est que Eltsine a laissé filtrer une offre secrète faite par Hashimoto sur le statut des Kouriles. Tokyo reconnaissait une forme de contrôle effectif de la Russie sur les îles mais en retour celle-ci devait accepter la souveraineté à long terme du Japon sur les Kouriles. Au Japon, la réaction n'a pas été mauvaise, les sondages ont même démontré que la population voyait comme plus important la signature d'un traité de paix que la souveraineté du Japon sur les îles Kouriles. Toutefois la réaction des nationalistes russes a été beaucoup plus dure et tranche. Ceci a démontré que même si le Japon était prêt à céder du terrain dans l'espoir de signer un traité de paix, des segments de la population russe risquaient de s'opposer à l'échange des territoires même contre une aide économique accrue de Tokyo. Cette résistance russe restera la force majeure qui bloque l'atteinte d'un accord jusqu'à nos jours, mais n'empêchera pas l'expansion des accords économiques chaque année.

dix ans après la capitulation du Japon, sont morts en détention.

³⁷ Déclaration de Tokyo du 13 oct. 1993, *Diplomaticheskii Vestnik*, n°21-22, nov. 1993, pp ; 13-14.

Cette attitude plus volontariste, favorable à un véritable rapprochement entre la Russie et le Japon, a abouti aux deux rencontres « informelles » entre le président Boris Eltsine et le Premier ministre Hashimoto Ryutaro à Krasnoïarsk au mois de novembre 1997, puis à Kawana au mois d'avril 1998. Il est par ailleurs significatif que celle de Krasnoïarsk ait coïncidé avec la visite du président chinois Jiang Zemin aux Etats-Unis. Ni Tokyo, ni Moscou ne peuvent en effet considérer d'un œil totalement serein la montée en puissance de la République Populaire de Chine et la constitution de ce qui peut apparaître comme un nouvel axe Pékin-Washington. A l'occasion de ces deux rencontres, les dirigeants politiques ont réaffirmé les orientations de leurs stratégies à l'égard de l'un vers l'autre, une stratégie qui se veut équilibrée entre la poursuite d'un dialogue politique aboutissant à la signature d'un traité de paix, et le développement simultané d'une coopération dans les domaines économique, culturel et même militaire.

Cette approche à doubles fourchons a permis des avancées considérables dans les autres domaines des relations bilatérales, notamment économique, sans toutefois avoir trouvé une solution au problème des îles controversées. La frontière russo-japonaise n'est plus le lieu de conflit qu'elle a été : les Japonais et les Russes des régions frontalières ont fait connaissance. Les seconds découvrent un monde et une histoire qui leur était jusque-là inconnus, perceptions et mentalités ont évolué³⁸. Autour de la mer du Japon, des liens, puis des coopérations de voisinage se sont spontanément noués. Un véritable espace de coopération locale s'est construit entre Hokkaido et Sibérie extrême-orientale. Leurs gouverneurs se retrouvent tous les ans depuis 1996, un consulat du Japon a été ouvert à Sakhaline en 1997, un accord de coopération a été conclu en novembre 1998 entre l'oblast de Sakhaline et Hokkaido. Les sociétés japonaises sont en outre nombreuses à avoir ouvert des bureaux de représentation à Khabarovsk, puis Vladivostok. Des centres japonais ont été créés dans ces deux villes dans le cadre de l'assistance technique apportée par le Japon à la Russie.

2.3.1. Rapprochements culturels d'intérêt mutuel

Ce sont surtout les japonais, avec le soutien certain du gouvernement central, qui ont mis en action les échanges culturels dans les années 1990. Les Russes des Kouriles, autrefois chéris du pouvoir soviétique en tant que pionniers sur des îles inhospitalières mais stratégiques, semblent bien tourner leurs regards vers ce Japon si proche et capable de leur apporter rapidement confort et développement économique. Et les Japonais ne ménagent pas leurs efforts pour captiver ses regards, espérant tisser toujours plus de liens avec leurs voisins

des territoires du nord. En créant des relations culturelles et économiques approfondies de part et d'autre du détroit de Nemuro, le Japon semble tenter d'entraîner ces quatre petites îles dans son orbite. Chef de l'agence de sécurité maritime de Nemuro, M. Satotaka Ishima raconte comment Russes et Japonais du détroit ont petit à petit appris à se connaître. « Le détroit s'est ouvert pour la première fois en 1964. Les Russes ont alors permis à d'anciens résidents japonais des Kouriles de se rendre sur les îles une ou deux fois par an, et pour une journée seulement, pour fleurir les tombes des cimetières. » L'habitude s'est peu à peu instaurée et lorsqu'en 1991 les deux pays ont décidé d'ouvrir un peu plus le détroit, les contacts se sont rapidement noués. Environ 3 000 Russes et autant de Japonais ont pu profiter d'échanges touristiques et culturels spéciaux pour les habitants des îles depuis 1992³⁹. Les Japonais séduisent les Russes d'en face aussi, comme en témoigne la construction récente d'un Centre d'échanges culturels à Nemuro sur l'île japonaise la plus septentrionale de Hokkaido. Il est dédié aux territoires du nord : les visiteurs y trouvent une bibliothèque spécialisée ainsi qu'un centre de documentation, une salle d'exposition, une salle de conférences, un musée sur l'écologie des îles. « Ce centre est un lieu d'échanges où nous voulons aider les Russes des territoires du nord et les Japonais d'ici à mieux se connaître, à créer de vrais liens d'amitié. Nous avons imaginé une salle pour la cérémonie du thé, où nous pouvons apprendre à nos voisins un aspect important de notre culture, et nous avons pensé aussi à une cuisine où Russes et Japonais des groupes d'échanges peuvent s'apprendre mutuellement leurs recettes culinaires. » a confirmé son directeur, M. Kentaro Iochitatsu⁴⁰. Côté russe, on ne dispose certes pas des mêmes moyens, mais on n'est pas en reste. Témoin cette proposition faite aux anciens résidents japonais des Kouriles de créer des « groupes communs de recherche de cimetières ». A leur arrivée sur les îles en 1945, les Soviétiques en ont utilisé certains en guise de carrières : les pierres des tombes et des murets ont servi à d'autres constructions. Depuis, l'érosion et la végétation ont fini par cacher ces restes de cimetières et il n'existe pas de plan d'époque suffisamment précis pour les situer. Les habitants des Kouriles du sud ont donc proposé leur aide pour retrouver et faire revivre ces pans de mémoire et d'histoire japonaise enfouis.

³⁸ TATU, pp.339-340.

³⁹ CHOMETTE, page 10.

⁴⁰ CHOMETTE, page 11.

2.3.2. Echanges commerciaux: fondations d'un compromis diplomatique ?

La Russie ne semble pas prête à lâcher les Kouriles. Mais elle n'est pas à court de propositions pour faire avancer les négociations, notamment sur le terrain de l'aide au développement. En novembre 1996, M. Evgueni Primakov, alors ministre des affaires étrangères, a pour la première fois proposé à Tokyo de développer en commun les Kouriles du sud, notamment en matière d'infrastructures (routes, ports ou aéroports), mais aussi au travers de la construction d'usines de conditionnement de poisson. Initialement, le Japon a refusé de s'engager dans cette voie sans engagements géopolitiques fermes de la part de Moscou, mais depuis, il se démontrent de plus en plus disposé d'ouvrir des liens commerciaux, en commençant par les activités régionales.

Le développement des liens économiques entre la Russie et le Japon figure parmi les priorités les plus hautes de la politique étrangère de Moscou en Asie- cette politique sera adressé dans le cadre de la nouvelle politique extérieure Russe dans la partie suivante. Mais c'est au niveau local que les bases des échanges commerciaux ont été fondées déjà au début des années 1990. Lorsque l'économie planifiée a été totalement abandonnée en Russie, les pêcheurs de l'Extrême-Orient russe se sont retrouvés libres de vendre leurs prises au plus offrant, c'est-à-dire au Japon, premier importateur mondial de produits de la mer. Très vite, les ports de pêche du nord du Japon se sont ouverts aux chalutiers russes de Vladivostok, de Sakhaline mais aussi des Kouriles. A Nemuro, on a décidé de délaissier le petit port sur la façade de la mer d'Okhotsk, prise par les glaces quatre mois sur douze, et d'agrandir celui de Hanasaki à 5 kilomètres de Nemuro, sur la façade pacifique libre de glace toute l'année. Des travaux gigantesques en ont fait un port où accostent en nombre toujours croissant les vieux chalutiers russes, remplis du fameux « crabe de Hanasaki ». Un crabe très apprécié des Japonais et que l'on trouve en masse, mais uniquement de l'autre côté du détroit, dans les zones russes. Payés en dollars, ce qui leur évite de tout perdre lorsque le rouble s'écroule, et dix fois le prix qu'ils en tiraient auparavant, les pêcheurs russes des Kouriles ont vu ces dernières années leurs revenus augmenter confortablement. Des revenus qu'ils s'empressent de dépenser en biens de consommation courante sur Hokkaido. Leurs chalutiers ne repartent jamais à vide : la demande des habitants des Kouriles est si forte que les pêcheurs s'improvisent alors convoyeurs de produits électroménagers, pneus rechapés et voitures d'occasion⁴¹.

Le but de Moscou est clair : les Russes tentent d'attirer les investisseurs japonais sur les îles sans rien lâcher sur le terrain politique. Et l'attrait pour Tokyo est très fort. Combien

de temps les Japonais résisteront-ils aux offres alléchantes ? La perspective d'une exploitation même commune des vastes richesses halieutiques des Kouriles finira peut-être par assouplir la position nipponne, espèrent les Russes. Ainsi, d'une façon ironique, les Japonais pourraient de plus en plus s'implanter sur leurs « territoires du nord », sans toutefois vraiment les récupérer⁴².

Peut-être encore plus que les échanges touristiques et culturels, finalement très politiques, le développement des relations commerciales participe au rapprochement des populations riveraines de la mer d'Okhotsk et de la mer du Japon. Mais la question reste : seront-elles suffisantes pour provoquer un compromis diplomatique ?

2.3.3. Rapprochements stratégiques et coopération militaire

Aujourd'hui, Tokyo et Moscou peuvent partager une « vision stratégique commune », qui s'est notamment traduite par le développement des échanges dans le domaine de la Défense. Les relations stratégiques entre le Japon et la Russie ont même en partie mitigée les liens militaires entre la Russie et la Chine, qui avaient des racines historiques bien plus profondes. La réduction des forces militaires russes dans la région, y compris sur les Kouriles, et la coopération qui se développe à partir de 1993 dans le domaine de la sécurité sont des premiers signes de détente militaire. En 1996, puis en 1997, les ministres japonais et russe de la défense se sont rendus respectivement en Russie et au Japon, posant les bases d'une coopération plus dynamique (celle que fait Igor Rodionov à Tokyo en mai 1997 est la première d'un ministre russe de la Défense depuis près d'un siècle). En 1996, un bâtiment japonais, le patrouilleur Kurama, a fait escale à Vladivostok, et, en 1997, le dragueur de mines russe Admiral Vinogradov a rendu la visite à Harumi au Japon, marquant les premières visites de ce type depuis la guerre. Plus concrètement, en 1996 et en 1997, deux accords ont été signés concernant les échanges d'information dans le domaine militaire ainsi que la prévention des incidents de mer, particulièrement dans les zones de pêche. Puis il y a eu l'engagement pris par Boris Eltsine lors du sommet du G7 à Denver en 1998 que les missiles nucléaires russes ne seront plus pointés sur le Japon, des exercices menés conjointement par les marines des deux pays, et la mise en place d'une ligne téléphonique entre les états-majors des deux marines. Enfin, à l'automne 1998, Moscou comme Tokyo s'est inquiété des tirs de missiles nord-coréens alors que la réaction de Pékin était beaucoup plus mesurée. Concernant la sécurité, Moscou, par la voix du ministre de la Défense Igor Radionov, s'est notamment

⁴¹ CHOMETTE, page 11.

⁴² CHOMETTE, page 11.

prononcé sans ambiguïté en faveur de la réactualisation en 1997 de l'accord de sécurité nippo-américain, dont la dimension potentiellement « anti-chinoise » est au contraire dénoncée par Pékin. Sur la scène internationale, Moscou soutient également la volonté de Tokyo d'obtenir le statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, alors que Pékin n'est pas favorable à l'apparition d'une puissance politique concurrente en Asie. Tous ceux témoignent de l'ampleur des évolutions de relations qui sont possibles même en l'absence de traité de paix formelle. Plus important encore, l'accroissement des relations géostratégiques et le partage des points de vue stratégiques communs entre Moscou et Tokyo jouent un rôle primordial dans l'équilibre stratégique en Asie orientale, puisque tous les deux partagent des soucis quant à la puissance croissante de la Chine.

Tokyo aussi a démontré une volonté de faire de Moscou l'un de ses partenaires essentiels. Depuis le début des années 1990, l'ex-URSS n'est plus présentée comme une menace militaire. Au contraire, le Japon va même jusqu'à considérer qu'il partage avec la Russie postcommuniste des « valeurs démocratiques et libérales communes ». Dès 1993, dans le Livre blanc publié annuellement par l'Agence d'autodéfense japonaise, la menace russe, réévaluée à la baisse, a été remplacée au premier rang par la menace nord-coréenne et, dans une moindre mesure, par celle plus diffuse que fait peser sur l'environnement immédiat la montée en puissance de la république populaire de Chine. Si les stratèges de cette l'agence japonaise ont longtemps refusé de prendre en compte officiellement la diminution d'une menace russe pour assurer le prolongement de l'engagement de sécurité des Etats-Unis dans la région, Tokyo a donc progressivement adopté une nouvelle posture mieux adaptée aux réalités stratégiques contemporaines, en dissociant clairement menace russe et accord de sécurité nippo-américain.

Les positions des deux pays se sont rapprochées sur de nombreux dossiers internationaux. Tokyo a soutenu l'adhésion de la Russie à l'APEC⁴³ et elle soutient aujourd'hui son entrée dans la WTO⁴⁴ et appelle de ses vœux une association plus étroite de Moscou au processus de règlement du problème coréen. Lorsqu'on regarde les sommaires des sommets de septembre 2000 et mars 2001, presque chaque article commence avec les mots « les deux cotés se sont mis d'accord sur » : le besoin de continuer les efforts internationaux de désarmement nucléaire, le besoin de ratifier aussitôt que possible le CTBT⁴⁵, l'importance des efforts pour renforcer le traité ABM⁴⁶ « pierre angulaire de la

⁴³ Asia-Pacific Economic Cooperation

⁴⁴ World Trade Organization

⁴⁵ Comprehensive Nuclear Test Ban Treaty

⁴⁶ Anti-Ballistic Missile

stabilité stratégique », le soutien renforcé du régime MTCR⁴⁷ pour freiner la prolifération des missiles et leurs technologies, et surtout sur le besoin d'accroître la coopération entre les deux pays et d'accélérer les efforts de trouver une solution à la question des Kouriles du sud. Lors du sommet de mars 2001, le Premier ministre Mori a félicité les efforts de Poutine pour maintenir un équilibre entre les deux Corées en entretenant le dialogue avec Pyongyang⁴⁸. Le souci d'œuvrer conjointement à la stabilité en Asie centrale est également évoqué des deux cotés.

2.4. Perspectives de rapprochement

Selon un analyste américain⁴⁹, les événements du 11 septembre ont servi à débloquent d'avantage les relations entre Tokyo et Moscou. Selon lui, la position du Japon vis-à-vis la Russie a été affaiblie quand Poutine a aligné la Russie avec les Etats Unis dans la guerre contre le terrorisme. Puisque ses relations avec la Chine et la Corée sont à présent aussi affaiblies, le Japon se retrouve de plus en plus isolé de la scène mondiale. Une réouverture envers la Russie a donc bien des attraits pour Tokyo. Koizumi et Poutine ont tous les deux finalement établi une crédibilité de dirigeants forts et populaires, et plus que jamais, ils peuvent maintenant se permettre de faire les concessions nécessaires et défier les protestes nationalistes qui en découleront. De plus, un compromis est d'autant plus intéressant pour les deux pays, puisqu'ils partagent à présent quatre intérêts principaux :

- 1) Les deux maintiennent de bonnes relations avec les Etats Unis, mais sont inquiets que la puissance américaine est excessive et les deux voudraient réduire leur dépendance sur Washington.
- 2) Tokyo comme Moscou s'inquiètent de la puissance croissante de la Chine, et partagent un espoir de contraindre le comportement chinois par moyen d'intégration régionale.
- 3) Les Deux pays se font des soucis pour le future de la péninsule coréenne, et les deux partagent l'avis que des efforts solidaires seraient plus efficaces.
- 4) Les deux reconnaissent que la coopération économique, surtout le développement de l'énergie régional, s'avéreront mutuellement avantageux.

⁴⁷ Missile Technology Control Regime

⁴⁸ [http : //www.mofa.go.jp /region/europe/russia/pmv0103/summit.html](http://www.mofa.go.jp/region/europe/russia/pmv0103/summit.html)

⁴⁹ ROZMAN Gilbert, « September 11 Fosters Progress in Russo-Japanese Relations », Russian Regional Report, Vol. 7 No. 2, Janvier 16, 2002.

Le développement de relations plus rapprochées entre Tokyo et Moscou reste soumis à des fluctuations, bien que généralement allant dans la direction de l'entente. Cependant, une même volonté, fondée sur la perception d'intérêts complémentaires, joue en faveur d'un véritable rapprochement entre deux puissances qui partagent aujourd'hui, bien que pour des raisons très différentes, une même marginalisation relative sur la scène internationale. Cette volonté de rapprochement s'accroît dans le cadre de la nouvelle politique étrangère de Poutine. Pour le moment, la présence de la Russie dans la région reste relativement effacée, tant sur le plan de la politique que sur le plan économique. Aux Yeux de Poutine, un partenariat plus étroit avec le Japon pourrait aider la Russie à briser cette relative marginalité et à servir de facteur équilibrant par rapport à la Chine. Aussi, un rapport plus proche avec les pays asiatiques outre la Chine représente un but dans la mesure où la Russie, par sa situation géographique entre Europe et Asie, n'a pas d'autre choix que de jouer un rôle global.

3. Le Japon et la nouvelle politique extérieure russe

Un des buts principaux de la politique étrangère de Poutine est de servir les intérêts économiques du pays, car la puissance politique et en partie stratégique de ce grand pays lien entre l'Europe et l'Asie est basée sur une fondation de bon fonctionnement économique. L'importance accordée à l'Asie dans l'agenda diplomatique de la Russie tient notamment à la nécessité d'améliorer la situation économique de la Sibérie et de l'Extrême Orient russe. De plus, les autorités russes voudraient sans doute équilibrer les positions de leurs pays en Asie orientale par rapport aux relations importantes avec la Chine en termes économiques, démographiques, préoccupations diplomatiques, de sécurité, et relations commerciales. En effet, même si Pékin et Moscou s'entendent bien maintenant sur leur place en Asie orientale, elles pourraient à terme, estiment les experts russes, surtout soucieux de l'expansion de l'influence économique Chinoise, y devenir rivales⁵⁰. Enfin, on semble assister à une prise de conscience de la complémentarité qui existe entre une Russie riche en ressources énergétiques et un Japon qui, en dépit de la crise financière actuelle, reste l'une des principales puissances disposant des capitaux indispensables au développement de ces ressources.

3.1. Intérêt pour la coopération économique

Le volet économique des relations nippono-russes est évidemment celui qui, pour la partie russe, semble offrir le plus d'intérêt alors que Moscou éprouve des difficultés considérables, qui ne sont d'ailleurs pas nouvelles, à soutenir le développement de ses

territoires les plus éloignés. Ce sentiment d'abandon des marches de l'ex-empire soviétique pèse favorablement en Extrême-Orient en faveur de l'approfondissement des liens avec Tokyo. L'attrait financier de la puissance japonaise joue sans doute dans la position des habitants des Kouriles du sud, qui restent viscéralement attachées à leurs racines malgré des conditions de vie moins avantageuses que ceux de leurs voisins japonais. Il est vrai que, depuis le début des années 1990, les subsides moscovites à la région n'ont pas dépassé 3,5 millions de dollars, totalement absorbés par les dépenses énergétiques. Dans le même temps, l'Eximbank du Japon mettait en place un projet de financement (avec un montant de plus de 4 millions de dollars) dans la zone extrême-orientale de la Russie, pour aider à la reconstitution d'un réseau d'entreprises petites et moyennes, ainsi que pour le développement d'infrastructures totalement inexistantes des télécommunications et des transports. L'aide financière apportée par le Japon à la Russie confirme la volonté de Tokyo de s'engager d'une façon définitive à l'amélioration des relations avec Moscou, mais représente aussi une certaine menace du point de vue des dirigeants russes qui se méfient des ouvertures japonaises comme efforts sublimes d'entraîner les îles disputées dans la sphère d'influence de Tokyo. C'est peut-être en partie pourquoi, à partir de 2000, les gouvernements fédéraux et locaux russes ont augmenté les dépenses dans l'économie des Kouriles, notamment avec la construction d'une station de génération de puissance hydro-thermique et des investissements en matière d'infrastructure et de l'économie. Ces dépenses s'élèvent à plus de 9.8 millions de dollars en 2000, alors qu'ils étaient de l'ordre de 2.5 millions de dollars en 1999⁵¹.

3.1.1. Intérêt japonais

Mais l'intérêt japonais dans la région russe d'extrême orient va beaucoup plus loin que quelques aspirations hégémoniques sur les îles. L'intérêt manifesté par le gouvernement japonais pour la zone d'extrême orient, géographiquement proche et riche en ressources énergétiques, accompagne une dynamique locale d'accroissement des échanges. Cette dynamique, depuis le début des années 90, contribue à asseoir la base d'une collaboration plus importante. Les plus grands représentants commerciaux japonais, en dépit de leur prudence justifiée par les difficultés de paiement de la Russie et de leur dépendance étroite envers les orientations dues leur gouvernement, ont toutes ouvert des bureaux de représentation à Khabarovsk, puis à Vladivostok. De plus, des accords ont été conclus avec un certain nombre de grandes sociétés. Kamematsu participe à la restructuration de l'usine de moteurs KamaAZ,

⁵⁰ FACON, page 57.

⁵¹ CHERNYAKOVA, page 1.

Itochu a signé avec Rosprom un accord d'exploitation du champ de pétrole de Tioumen en Sibérie occidentale, et Toyota participe à la reconversion d'une usine de matériel militaire en entreprise de montage de véhicules⁵².

Aux frontières de l'économique et du stratégique, le Japon cherche aussi à se libérer d'une trop grande dépendance énergétique à l'égard des pays du Golfe. Son intérêt pour le développement des ressources énergétiques de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe est marqué. Symbole de cet intérêt, un consulat du Japon a été ouvert à Sakhaline en 1997 et, depuis 1996, une rencontre annuelle des gouverneurs de la province d'Extrême-Orient en Russie et de Hokkaido au Japon a été instituée. Le renforcement de la coopération économique entre Tokyo et Moscou prévoit un développement des investissements et un « approfondissement du dialogue » dans le domaine énergétique, ainsi qu'un volet formation des cadres russes pour lesquels Tokyo souhaite mettre en place un programme spécifique sur le modèle de développement japonais⁵³. La Russie s'est également déclarée très intéressée par les projets de reconversion des industries militaires, projets qui contribuent par ailleurs à renforcer l'image de puissance « pacifique » que le Japon souhaite donner sur la scène internationale. En effet, dans ces conditions, Tokyo ne verrait pas d'un mauvais œil la résurgence d'une puissance russe mieux intégrée au système asiatique en tant que facteur d'équilibre régional. Ainsi, le Premier ministre japonais Hashimoto déclarait-il, en 1997 : « La Russie est une grande puissance qui a un rôle à jouer en Asie⁵⁴ ».

3.1.2. Intérêt pour la Russie

Aux yeux de V. Poutine, « le Japon est l'un des partenaires les plus importants de la Russie, non seulement dans la région Asie Pacifique, mais aussi dans le monde⁵⁵ ». Le bouleversement de la situation stratégique régionale après la disparition du contre-poids soviétique, a autorisé la montée en puissance d'une Chine idéologiquement repliée sur elle-même et de plus en plus perçue comme une menace, au moins potentielle, en Asie. La

⁵² AFP, 5 juillet 2001. Le constructeur automobile japonais Toyota a l'intention de construire à Moscou une usine de récupération de vieilles voitures. Quelque 200.000 voitures pourront ainsi être recyclées d'ici 2005 contre 20.000 actuellement, selon les prévisions. L'industrie de récupération de véhicules est très peu développée en Russie, et pour se débarrasser de sa vieille voiture il faut payer des sommes pouvant dépasser les 1.000 dollars.

⁵³ SHIMOTOMAI Nobuo « New Trends in Russian-Japanese relations at the start of the 21st century » Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999.

⁵⁴ HASEGAWA Tsuyoshi « Russo-Japanese relations and the security of North-east Asia in the 21st century » Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999.

⁵⁵ Russian Today, 4 juillet 2000.

« menace chinoise », réelle ou perçue, joue ainsi en faveur du développement du dialogue entre la Russie et le Japon, non seulement sur les questions de sécurité, mais surtout d'un point de vue d'un équilibre des relations économiques. Vu de Moscou, une présence économique japonaise soutenue dans ces territoires pourrait servir d'équilibre avec la présence chinoise⁵⁶. Il y a d'autres facteurs à considérer aussi. Personne ne pourrait exclure, au vu de la vitalité démographique du Nord-Est Chine et la pression créée par l'immigration chinoise illégale en Extrême-Orient, qui contraste avec le dépeuplement des territoires extrême-orientaux de la Russie, de voir à terme une perte de contrôle de Moscou sur ces territoires et une expansion de la Chine au détriment des intérêts souverains de la Russie. Là aussi, des liens politiques plus profondes avec le Japon pourraient assurer au moins une opposition politique plus forte aux actions d'hégémonie (intentionnels ou autre) Chinoise. Par ailleurs, les dirigeants russes ne sont pas toujours d'accord sur le bien-fondé des ventes d'armes à Pékin et peuvent se poser la question des risques que la Russie court potentiellement à renforcer la puissance militaire chinoise⁵⁷. Tous ces éléments servent à encourager les autorités russes à consolider le rapprochement en cours depuis quelques années avec le Japon afin d'équilibrer les positions de leur pays en Asie orientale.

3.2. Les relations économiques avec le Japon.

Après l'écroulement de l'Union Soviétique, la politique étrangère de la Russie a évolué d'une position de puissance militaire vers une coopération politique et économique avec ses voisins, notamment ceux en Asie. Pour Moscou, la Chine reste l'état le plus important en Asie nord-est, suivi par le Japon et la Corée du sud⁵⁸. Le Japon, grande puissance occidentale avec une économie considérée comme l'une des plus fortes au monde, s'est vu monter sa place dans la politique étrangère de la Russie depuis le déplacement vers l'est de la diplomatie russe qui a commencé en 1996 avec le Premier ministre Yevgeny Primakov⁵⁹.

En même temps que les dirigeants russes et japonais aient commencé à faire de vrais efforts pour améliorer les relations politiques et diplomatiques dans les années 1990, ils ont aussi lancé des initiatives pour consolider les relations dans le secteur des économies. Outre

⁵⁶ SATO Tsuneaki, « Economic Relations between Russia and the Asia-Pacific countries », Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999, page 3. Officiellement, les échanges commerciaux entre la Russie et la Chine montent à 7 milliards de dollars en 2000. Les échanges avec le Japon étaient de l'ordre de 4 milliards

⁵⁷ FACON, page 57.

⁵⁸ SAITO Motohide, « Russia's Policy Towards Japan », Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999, page 66.

les accords sur la validité des traités de 1956 sur les Kouriles, et un premier dialogue sur la sécurité bilatérale, la déclaration de Tokyo de 1993 contenait la déclaration économique du Japon, dans laquelle le Japon acceptait d'assister la Russie avec la transition vers une économie de marché et prévoyait le développement de l'extrême orient russe sur la base d'une « approche d'équilibre élargi »⁶⁰. La politique japonaise du Ministre des Affaires étrangères Primakov à partir de 1996 avait pour but principal d'extraire un maximum de coopération économique et technologique du Japon afin de faciliter la réforme de l'économie russe et promouvoir le développement de la région de l'extrême orient et Sibérie. Au printemps 1996 la Russie a approuvé officiellement un plan de développement à long terme pour les régions trans-baikal et extrême orient. Moscou souffrait alors d'un manque sévère de ressources financières et avait un fort besoin d'aide économique du gouvernement japonais. La Russie a aussi considéré essentiel qu'elle obtienne le soutien de Tokyo pour joindre le conseil de APEC, ainsi intégrant l'extrême orient russe dans l'économie de la région Asie Pacifique, qui figurait alors parmi les plus économiquement dynamiques du monde, avant qu'elle soit atteinte par la crise sans précédent de 1997-1998.

3.2.1. Efforts par les dirigeants : la Russie demande, le Japon donne.

C'est surtout grâce aux efforts de Hashimoto et Eltsine vers la fin des années 1990, que la coopération économique tant souhaitée par Moscou a pris de l'ampleur. Déjà en avril 1996, lors de sa visite au sommet d'énergie nucléaire à Moscou, le Premier ministre japonais s'est engagé pour accorder le soutien financier à la Russie sans que ce soit lié à la question territoriale. Sa politique d'amélioration des liens avec la Russie était alors conforme à la politique du président américain Clinton pour intégrer la Russie dans le système économique mondial. Puis, sa nouvelle doctrine de politique « d'approche multi-echelon », annoncée en décembre 1996 était très bien reçue à Moscou, qui en conclu que le Japon avait enfin entamé un changement important dans sa politique envers la Russie, en détachant les affaires économiques des affaires politiques⁶¹. Par la suite de ce dégel, les relations entre Moscou et Tokyo ont fait de un progrès remarquable, tout particulièrement dans le domaine économique. En l'espace d'un an, les deux pays se sont rencontrés en 3 pourparlers : Krasnoïarsk en 1997, puis à Kawana en avril 1998 et à Moscou en novembre 1998.

⁵⁹ SAITO, page 66.

⁶⁰ SAITO, page 67.

⁶¹ SAITO, page 70.

Du point de vue de la Russie, l'acquis le plus important du pourparler « sans cravate » de Krasnoïarsk était la création du projet Hashimoto-Eltsine, une proposition compréhensive de coopération financière qui incluait le développement des champs de pétrole et gaz en Sibérie et l'extrême orient russe, le lancement d'un programme de protection bilatéral des investissements, le soutien du Japon pour la demande russe de joindre l'APEC et OMC, la participation du Japon à l'extension du système ferroviaire transSibérien, et un programme d'entraînement des cadres d'affaires russes. Au sommet les dirigeants ont aussi atteint accord sur les droits des pêcheurs japonais dans les eaux territoriales russes autour des îles Kourile, sujet qu'était depuis longtemps source de rencontres dangereuses. Par ailleurs, la décision a été prise par la banque EXIM japonais d'apporter un soutien de 100 millions de dollars pour soutenir les projets Sakhalin 1 (offshore) et Sakhalin 2 (gaz), qui ont aidé directement la Russie à augmenter les exportations et ont apporté des unités monétaires étrangères dont la région avait un fort besoin. Dernièrement, Hashimoto et Eltsine se sont mis d'accord sur les bases d'un projet de conduite de gaz « Irkoutsk (Kovykta) » qui pourrait avoir une grande importance stratégique, non seulement pour la sécurité financière de la Russie, mais aussi pour la Chine, la Corée et le tout de l'Asie du nord-est. La question reste encore si la Chine soutiendrait l'implication forte du Japon dans ce projet, qui envisage pour l'instant de traverser la Chine pour atteindre la Corée du sud.

En avril 1998, Eltsine s'est rendu à Kawana pour un deuxième tour de dialogues. Malgré la crise politique enclenchée par la révocation de son Premier ministre Viktor Chernomyrdin, il avait alors les objectifs d'obtenir de l'aide financière d'urgence du Japon et de mettre en exécution immédiatement le projet financier Hashimoto-Eltsine, avec un élargissement pour inclure la coopération dans le développement de l'espace. Les deux dirigeants se sont mis d'accord pour la création d'un comité pour la coopération bilatérale sur l'espace et un réseau de satellites. Bien que Eltsine ait demandé une participation encore plus importante de la part des entreprises japonaises dans l'extrême orient russe et la construction bilatérale d'un gros centre de traitement de produits marins, les Japonais ne pouvaient pas satisfaire toutes les importantes demandes russes, d'autant plus sans voir de leur côté des efforts plus manifestes pour résoudre le conflit des Kouriles. Cependant, Eltsine a été satisfait du dialogue, et prononçait après que « à Kawana, je suis convaincu que nos deux grandes nations ont réussi à établir un partenariat stratégique dans le domaine de l'économie et finances »⁶².

⁶² SAITO, page 72.

Lors de la visite officielle du Premier ministre Obuchi à Moscou en novembre 1998, la priorité pour Moscou était d'obtenir le consentement japonais aux activités économiques communs sur les îles contestées, tout en confirmant son engagement à faire le maximum pour conclure un traité de paix. A la fin du sommet de Moscou, la déclaration de Moscou a été signée, dans laquelle les deux nations se sont mises d'accord sur la construction d'un « partenariat créatif » qui serait uniforme avec leurs intérêts stratégiques et géopolitiques, et qui surmonteraient l'héritage du passé. Cet accord a défini la construction du « partenariat créatif » comme tâche principale. Plus concrètement, Obuchi a accordé 8 milliards de prêts pour tirer d'affaire la Russie de sa crise financière, et les deux ont signé un accord d'investissement bilatéral visé à avancer les investissements du secteur privé japonais en Russie. Ainsi, la déclaration de Moscou a non seulement mis en œuvre le projet financier « Hashimoto-Eltsine », mais a aussi consolidé les efforts pour les activités économiques communs dans les îles tenues par les Russes⁶³.

Les efforts commencés par Eltsine dans les années 1990 ont été poursuivis et exploités par V. Poutine aussi. En visite à Tokyo en septembre 2000, il a signé un accord de coopération économique appelant notamment le développement de programmes au niveau régional, en particulier entre le Japon et la Sibirie orientale et l'Extrême-Orient. Là aussi, il s'agit pour Moscou de renforcer les positions des acteurs japonais, déjà solides en particulier à Khabarovsk, Vladivostok, et Sakhaline. Pour le gouvernement russe sous Eltsine, les domaines principaux de la coopération économique sont le secteur de l'énergie, des transports, des télécommunications, de la conversion des industries militaires, la sécurisation des centrales nucléaires et de la protection de l'environnement.

3.3. Potentiel inexploité considérable

Au-delà des dynamiques régionales, des résultats prometteurs issus des sommets (qui sont d'une importance politique particulière pour Moscou et pour les autorités des régions russes concernées) le potentiel de coopération économique entre la Russie et le Japon est encore très grand. Ce potentiel est loin d'être pleinement réalisé⁶⁴. V. Poutine, dans l'intérêt d'impliquer d'avantage les échanges économiques de son pays comme partie de sa politique extérieure, s'est déclaré désireux de débloquer la situation. Mais pour déchaîner la vraie puissance de l'économie japonaise dans la partie la plus nécessaire de son pays, il faudra

⁶³ SAITO, page 73.

⁶⁴ Les échanges commerciaux entre la Russie et le Japon ont aujourd'hui atteint le niveau de la fin des années 80 (6 milliards de dollars), après une chute importante en 1992-93. Cependant, le Japon ne compte que pour 3,2% du total des échanges de la Russie, tandis que la Russie ne compte que pour 0,8% du commerce du Japon.

qu'il se montre plus disposé à vraiment faire des concessions sur la question des Kouriles, question à laquelle Tokyo tient particulièrement étroitement. En effet, seul l'écueil des Kouriles bloque la signature d'un traité de paix nippo-russe, suite à laquelle il y a sans doute le potentiel pour un partenariat plus substantiel et plus audacieux. L'expansion des relations politiques et économiques avec le Japon est essentielle à la fondation d'une image équilibrée de la Russie auprès des pays de l'Asie Pacifique.

CONCLUSION

Le développement de relations harmonieuses entre Tokyo et Moscou reste soumis à des fluctuations imprévisibles. Il semble toutefois qu'une même volonté, fondée sur la perception d'intérêts complémentaires, puisse jouer en faveur d'un véritable rapprochement entre ces deux puissances asiatiques. Pour la Russie, l'élargissement des relations avec le Japon, l'importance duquel Poutine semble comprendre, ne pourra arriver à terme qu'avec un accord définitif sur les quatre îles contestées, c'est à dire leur remise sous autorité japonaise. Les risques de dépassement économique, politique et démographique, et la possibilité réelle de marginalisation de la Russie en Asie sont trop importants pour négliger l'urgence d'arriver à une telle solution.

On semble assister à une prise de conscience de la complémentarité qui existe entre une Russie riche en ressources énergétiques et un Japon, qui reste l'une des seules puissances disposant des capitaux indispensables au développement de ces ressources. A plusieurs reprises, les pourparlers au plus haut niveau entre la Russie et le Japon ont permis de rapprocher les positions des deux pays. La perspective d'un compromis sur les Kouriles qui pourrait déclencher une nouvelle ère de stabilité dans l'Extrême-Orient paraît de plus en plus proche. Pourtant personne ne peut prétendre que l'expansion à l'infini des rapprochements politiques, économiques, militaires et culturels entre ces deux puissances asiatiques peut un jour se substituer à un vrai traité de paix. Si les autorités russes de l'ancien temps l'espèrent, les dirigeants japonais et le reste du monde n'y croient pas. La balle est dans le court des Russes. Il est temps de se lancer dans la détente et rendre les quatre îles contestées et saisies lors de l'aube de la guerre froide au Japon.

La question des Kouriles sembler marquer en définitive la limite des concessions que la Russie est prête à faire pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés en Asie. Aussi récemment que mars 2001, le ministre des affaires étrangères du Duma, Dmitry Rogozin, a

recommandé que Poutine abandonne les efforts pour sécuriser un traité de paix, précisant que « les concessions territoriales sont inacceptables, que les îles sont importantes pour protéger les intérêts de sécurité et qu'un traité devrait seulement confirmer la frontière existante qui est reconnu sur le plan international »⁶⁵. Malgré ces mots fermes et presque anachroniques, la Russie se retrouve obligée de s'impliquer en Asie, et le Japon se situe au deuxième rang d'importance en relations avec les pays asiatiques, derrière la Chine. Moscou doit tout d'abord trouver sa place dans cette région en pleine expansion. Pour tenter de trouver cette place, Gorbatchev, puis Eltsine, puis Poutine se sont entendus pour mettre l'accent sur les relations économiques et politiques, là où la puissance soviétique se mesurait en termes de moyens militaires. Leurs grands efforts, au cours des dix dernières années, ont été presque neutralisés cependant par la présence d'anciennes voix nationalistes dans le pouvoir russe qui s'opposent à toute concession territoriale. En fait ce qu'ils ne reconnaissent peut-être pas est qu'ils ne font que ralentir d'une manière gaspilleuse les efforts d'un processus qui représente l'assurance de présence significative pour leur pays dans la région asiatique orientale.

Les Japonais ont beaucoup et généreusement contribué aux efforts de résoudre le différend. Et ils continueront à contribuer. Maintenant c'est aux Russes de prendre l'initiative. Les conditions politiques n'ont jamais été plus favorables : Poutine jouit d'une popularité forte et profonde, l'économie russe pourrait immédiatement profiter d'une participation japonaise plus importante, et les autres pays de la région ne s'opposent guère à une résolution sur le litige territorial. Un compromis nécessiterait le retour de Habomai et Shikotan au Japon, le développement bilatéral de Kunashir et Etorofu, et la signature d'un traité de paix et d'amitié. La Russie ne peut pas se permettre d'attendre plus longtemps.

⁶⁵ AFP, 19 mars, 2002.

Annexe 1

Situation géographique générale



**L 'extrême-orient
russe et la région
des Kouriles**

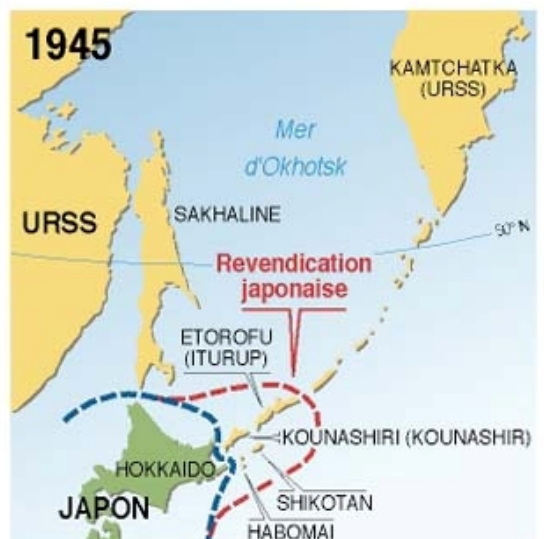
Annexe 2

Les îles contestées



Annexe 3

Les accords sur les Kouriles



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

BOYER Yves et FACON Isabelle, La Politique de sécurité de la Russie- Entre continuité et Rupture, Fondation pour la Recherche Stratégique, Paris, 2000.

CHAUPRADE Aymeric, Géopolitique Constantes et Changements dans l'histoire, Editions Ellipses ; Paris 2001, pages 136-137.

DE VATHAIRE Patrick, Les Kouriles dans les relations russo-japonaises depuis la fin de la Guerre Froide, Mémoire de Géopolitique, Collège Interarmées de Défense, avril 2001.

GOODBY James E., IVANOV Vladimir, SHIMOTOMAI Nobuo, Northern Territories and Beyond : Russian, Japanese and American perspectives, United Nations Institute of Peace, Praeger Publishers, Westport, Conn. 1995.

ARTICLES DE REVUE

AMIROV Vyacheslav B., Russia in the Asia-Pacific area, Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999.

BARANOVSKY Vladimir, Russia and Asia : Challenges and opportunities for national and international security, Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999.

BOULANGER Eric, Les relations Japon-CEI, Analyses et perspectives, Groupe de recherche en économie et sécurité, No 4, 30 octobre 1999.

CHERNYAKOVA Nonna, Russia winning the hearts of Kurile islanders, Asia Times, 12 juillet 2001.

CHOMETTE Guy-Pierre, Enjeu stratégique ou conflit du passé ? Plus d'un siècle de discorde russo-japonaise autour des îles Kouriles, Le Monde Diplomatique, Septembre 2001.

CHUFRIN Gennady, The Asia-Pacific region in Russia's foreign policy, Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999.

COUTEAU-BEGARIE, un contentieux insulaire majeur en Extrême-Orient - Les Kouriles, Géostratégie du Pacifique, IFRI-Economica, 1987.

DE TINGUY Anne, La Russie peut-elle avoir une ambition asiatique ?, La Politique de sécurité de la Russie, Fondation pour la Recherche Stratégique ; Paris 1999.

FACON Isabelle, La Russie de Vladimir Poutine en Asie centrale : vers un renouvellement de la relation triangulaire Moscou-Pékin-Tokyo ?, Paris ; Cahiers de Mars, Automne 2001

FERGUSON Joseph, Japan-Russia Relations : Weathering War, Elections, and Yeltsin's Resignation, Comparative Connections, Pacific Forum, Center for Strategic Studies (CSIS), Honolulu, Hawaii, 2nd Quarter 1999.

HASEGAWA Tsuyoshi, Russo-Japanese relations and the security of North-East Asia in the 21st century, Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999.

IVANOV Vladimir I., Prospects for Russia's energy diplomacy in North-East Asia, Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999.

KALGREN Joyce, Asia-Pacific in US-Russian relations, Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999.

LYLE Robert, Russia : Japan Launches Campaign to Improve Relations, Radio Free Europe/Radio Liberty, Denver Colorado, 24 juin 1997.

NOSOV Mikhail G., Russian-US relations and Asia-Pacific security issues, Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999.

PINEYE Daniel , Russie-Japon : Une normalisation entravée par quelques îles, Relations Internationales et stratégiques, IRIS, hiver 1992, No8, pp 214-218.

POLLACK Jonathan D., The evolving security environment in Asia : its impact on Russia, Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999.

REKACEWIC Philippe, Discorde russo-Japonaise autour des îles Kouriles, le Monde Diplomatique, Sept 2001.

ROZMAN Gilbert, September 11 Fosters progress in Russo-Japanese relations, Russian Regional Report, vol 7 No.2, January 16, 2002.

SAITO Motohide, Russia's Policy Towards Japan, Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999.

SATO Tsuneaki, Economic relations between Russia and the Asia-Pacific countries, Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999.

SHIMOTOMAI Nobuo, New trends in Russian-Japanese relations at the start of the 21st century, Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999.

SNYDER Janet, Japan-Russia Relations : Moving Ahead on Military Ties, Diplomacy on back Burner, Comparative Connections, Pacific Forum, Center for Strategic Studies (CSIS), Honolulu, Hawaii, 2nd Quarter 1999.

SUMSKY Victor, Russia and ASEAN: emerging partnership, Russia and Asia-Pacific Security Conference, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Tokyo, février 1999.

TATU Michel, Tokyo-Moscou : le dégel ? , Politique internationale, n° 78, Paris, hiver 1997-1998.

PAGES WORLD WIDE WEB (INTERNET)

Embassy of the Russian Federation in Canada, News release, Final document of russian-japanese forum Russian-japanese relations in the Asia-Pacific region in the conditions of globalization, May 31, 2001.

http://www.magma.ca/~rusemb/newsreleases/NR_01_05_31.htm.

The Ministry of Foreign Affairs of Japan, Joint Statement on Cooperation Between Japan and the Russian Federation on International Affairs, Tokyo, 5 September 2000,

<http://www.mofa.go.jp/region/europe/russia/pv0009/joint.html>.

The Ministry of Foreign Affairs of Japan, Japan-Russia Summit Meeting (Summary), Tokyo, 5 September 2000, <http://www.mofa.go.jp/policy/un/summit2000/summary.html>.

The Ministry of Foreign Affairs of Japan, Statement by the Prime Minister of Japan and the President of the Russian Federation on the Issue of a Peace Treaty, Tokyo, 6 September 2000, <http://www.mofa.go.jp/announce/2000/9/906-2.html>.

The Ministry of Foreign Affairs of Japan, Japan-Russia Summit Meeting in Irkutsk (Outline), Tokyo, 25 March 2001, <http://www.mofa.go.jp/region/europe/russia/pmv0103/summit.html>.